



« Programme Autonomiser les jeunes ensemble en RDC, financé par la DGD »

RAPPORT D'ÉVALUATION FINALE

13 AVRIL 2026

Ce rapport a été commandé par KIYO RDC et préparé par Clovis Bubala et Mayele Mazambi, directeurs à [Xantonn Group, sas](#). Le contenu est sous la responsabilité du groupe Xantonn et ne reflète pas nécessairement les vues de KIYO RDC ou de ses partenaires

(CETTE PAGE LAISSÉE VOLONTAIREMENT VIDE)

Approbation du rapport

Préparé par :	Mayele Mazambi, Consultant, Clovis Bubala, Consultant	
Date de la mission :	16 février au 1 Mars 2026	
Version :	Final	
Date de soumission :	13 avril 2026	
Approuvé par le bureau national par :	Freddy BATUNDI, Représentant Pays	Date d'approbation : 22 avril 2026
Approuvé au siège par :	Pieter THYS, Gestionnaire des programmes	Date d'approbation : 22 avril 2026

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à toutes les personnes et organisations qui ont contribué à la réalisation de cette évaluation finale du programme *Autonomiser ensemble les jeunes en RDC*. Nous adressons tout d'abord nos sincères remerciements à KIYO pour la confiance accordée et pour l'accompagnement tout au long de cette mission. Les orientations, les échanges constructifs et l'appui constant de l'équipe ont grandement facilité la conduite de l'étude ainsi que l'élaboration de ce rapport.

Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance aux organisations partenaires du programme, notamment ADED et ASCEN, pour leur collaboration étroite, leur disponibilité et leur soutien durant l'ensemble du processus d'évaluation. Leur connaissance du terrain et leur engagement ont permis de mieux comprendre les dynamiques locales et les résultats du programme. Nous remercions particulièrement les acteurs communautaires, les responsables des structures locales, ainsi que les encadreurs et formateurs qui ont accepté de partager leurs expériences et leurs points de vue. Leur contribution a été essentielle pour documenter les changements observés dans les communautés.

Notre gratitude va également aux jeunes participants et participantes du programme, ainsi qu'aux membres des communautés rencontrés lors de l'évaluation. Malgré leurs nombreuses responsabilités et les contraintes du quotidien, ils ont généreusement consacré de leur temps pour participer aux entretiens et aux enquêtes, en partageant leurs expériences, leurs aspirations et leurs parcours. Nous tenons enfin à saluer le professionnalisme et l'engagement de l'équipe d'enquête et de collecte de données, dont le travail rigoureux a permis de conduire cette étude dans des contextes parfois exigeants. À toutes celles et ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à cette évaluation, nous adressons nos remerciements les plus sincères.

Clovis BUBALA,
Chairman, Xantonn Group

Table des Matières

Table des Matières	iii
Liste des Abréviations et Acronymes	vi
Liste des Tables	vii
Liste des Figures	vii
0. Résumé Exécutif	viii
0.1. Objet et portée de l'évaluation	viii
0.2. Aperçu méthodologique	viii
0.3. Principaux constats par critère CAD	viii
0.3.1 Efficience : Score A en progression (B → B → A → A)	ix
0.3.2 Efficacité : Score A avec alerte en 2024 et rebond confirmé (C → A → C → A)	ix
0.3.3 Pertinence : Score B stable (B → B → B → B)	ix
0.3.4 Durabilité : Score A consolidé (B → A → A → A)	ix
0.3.5 Cohérence : Score A stable (A → A → A → A)	ix
0.3.6 Genre : Score A stable avec progression qualitative (A → A → A → A)	x
0.3.7 Environnement : Score A stable (A → A → A → A)	x
0.4 Conclusions principales	x
0.5 Leçons apprises clés	xi
0.6 Recommandations clés	xi
0.6.1 Recommandations générales	xi
0.6.2 Recommandations spécifiques aux partenaires	xii
I. Introduction	I
1.1. Aperçu du programme	I
1.2 Présentation du programme	I
1.3 Objectifs de l'évaluation finale	2
1.4 Portée de l'évaluation	2
II. Méthodologie de l'évaluation	2
III. Présentation des Résultats	7
3.1. Efficacité des actions du programme	7
3.1.1. Évolution des indicateurs clés du programme (ITT)	7
3.1.2. Participation aux activités du projet	10
3.1.3. Degré de réalisation des résultats	11
3.1.4. Contribution à l'autonomisation des jeunes	13
3.1.5. Renforcement des capacités d'influence	18
3.1.6. Renforcement des structures communautaires et inclusion sociale	21
3.1.7. Défis rencontrés dans les actions de plaidoyer	24
3.1.8. Résultats inattendus ou négatifs	25
3.1.9 Mécanismes de changement et conditions de réussite	25
3.1.10 Facteurs influençant les résultats	25

3.1.1.1 Analyse et validation des scores de performance _____	27
3.2. Impact du programme _____	28
3.2.1 Participation et leadership des jeunes _____	28
3.2.2 Réinsertion économiques _____	28
3.2.3 Transformation sociale dans les communautés _____	29
3.2.4 Effets sur l'égalité de genre et l'autonomisation _____	29
3.2.5 Facteurs limitant l'impact _____	30
3.2.6 Effets multiplicateurs et diffusion des acquis _____	30
3.2.7 Conclusion sur l'impact _____	30
3.3 Durabilité / pérennité des actions du programme _____	31
3.3.1 Appropriation communautaire des initiatives _____	31
3.3.2 Capacité des structures locales et des partenaires _____	31
3.3.3 Durabilité des AGR des jeunes _____	32
3.3.4 Facteurs contextuels influençant la durabilité _____	33
3.3.5 Analyse et validation des scores de performance _____	34
3.3.6 Conclusion sur la durabilité _____	34
3.4 Pertinence des actions du programme _____	35
3.4.1 Réponse aux besoins des jeunes vulnérables _____	35
3.4.2 Adéquation avec les aspirations des populations cibles _____	35
3.4.3 Opportunité temporelle de l'intervention _____	35
3.4.4 Alignement sur les politiques nationales et internationales _____	36
3.4.5 Contribution à la protection de l'environnement _____	36
3.4.6 Capacité d'adaptation au contexte sécuritaire _____	36
3.4.7 Forces et défis liés à la pertinence _____	37
3.4.8 Analyse et validation des scores de performance _____	37
3.4.9 Conclusion sur la pertinence _____	38
3.5 Efficience du programme _____	39
3.5.1. Aperçu budgétaire _____	39
3.5.2 Analyse du coût moyen par participant _____	39
3.5.3 Stratégies de mise en œuvre _____	40
3.5.4 Partenariats et coordination _____	40
3.5.5 Capacité de gestion des partenaires _____	40
3.5.6 Systèmes de suivi et gestion des activités _____	41
3.5.7 Analyse et validation des scores de performance _____	41
3.5.8 Conclusion sur l'efficience _____	41
3.6 Cohérence du programme _____	42
3.6.1 Appréciation générale de la cohérence _____	42
3.6.2 Cohérence interne du programme _____	42
3.6.3 Cohérence externe avec les cadres publics et institutionnels _____	43
3.6.4 Complémentarité avec d'autres interventions et limites de cohérence externe _____	43
3.6.5 Valeur ajoutée spécifique de KIYO dans la cohérence du dispositif _____	43
3.6.6 Analyse, validation et conclusion sur la cohérence _____	44
IV. Leçons apprises et bonnes pratiques _____	45
4.1 Leçons apprises _____	45
4.2 Bonnes pratiques identifiées _____	46

4.3 Développement d'une bonne pratique : les clubs de jeunes comme espaces d'apprentissage et d'engagement	47
4.3.1 Description de la pratique	47
4.3.2 Modalités de mise en œuvre	47
4.3.3 Résultats observés	47
4.3.4 Facteurs de réussite	47
4.3.5 Limites et risques	48
4.3.6 Conditions de répliation	48
4.3.7 Conclusion sur la bonne pratique	48
V. Conclusions et Recommandations	49
5.1. Conclusions	49
5.1.1 Appréciation globale du programme	49
5.1.2 Synthèse par critère CAD	49
5.1.3 Principaux enseignements	49
5.1.4 Appréciation finale	50
5.2. Recommandations	51
Annexes	xiii
Annexe A. Marge d'erreur	xiii
Annexe B. Termes de Référence (TOR)	xiii
Annexe C. Données brutes	xiii
Annexe D : Images supplémentaires de la visite du site	xiv
Annexe E : Signataire WEP	xv

Liste des Abréviations et Acronymes

ADED	Appui au Développement de l'Enfant en Détresse
AGR	Activité Génératrice de Revenus
ASCEN	African Social Cohesion and Entrepreneurship Network
AVEC	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
CAA	Centre d'Apprentissage Agricole
CAD	Comité d'Aide au Développement (OCDE)
CoLo	Communauté Locale
CPPC	Cadre de Promotion de la Participation Citoyenne
CSC	Cadre Stratégique Commun
DGD	Direction générale Coopération au Développement et Aide humanitaire
ITT	Indicator Tracking Table (Tableau de Suivi des Indicateurs)
M&E	Monitoring & Evaluation (Suivi et Évaluation)
MTE	Mid-Term Evaluation (Évaluation à mi-parcours)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PA	Peuple Autochtone
PDI	Population Déplacée Interne
PFE	Parcours de Formation en Entrepreneuriat
RDC	République Démocratique du Congo
TdR	Termes de Référence

Liste des Tables

Tableau 1. Principaux constats par critère CAD	viii
Tableau 2. Caractères socio-démographiques	3
Tableau 3. Test de fiabilité globale	4
Tableau 4. Cadre logique	9
Tableau 5. Perception des participants par rapport au développement personnelle	13
Tableau 6. Perception des participants par rapport aux relations sociales	14
Tableau 7. Perception des participants par rapport à l'influence communautaire	15
Tableau 8. Perception des participants par rapport à l'autonomisation économique	17
Tableau 9. Perception des participants par rapport au renforcement des capacités d'influence	20
Tableau 10. Analyse comparative des types de structures communautaires soutenues	21
Tableau 11. Auto-perception des participants sur la participation des jeunes au plaidoyer	24
Tableau 12. Analyse des facteurs favorables	26
Tableau 13. Analyse des facteurs limitants	26
Tableau 14. Mécanismes de durabilité par type d'activité	32
Tableau 15. Allocation budgétaire et taux d'exécution par partenaire	39
Tableau 16. Coût moyen par participants	40

Liste des Figures

Figure 1. Quel est votre niveau d'étude ? (n=187)	4
Figure 2. Carte des territoires visités	6
Figure 3. À quels types d'activités avez-vous participé ? (n=187)	10
Figure 4. Environ combien d'activités avez-vous suivies ? (n=187)	11
Figure 5. Avez-vous une activité qui vous génère régulièrement de l'argent ? (n=187)	18

0. Résumé Exécutif

0.1. Objet et portée de l'évaluation

L'évaluation finale du programme KIYO en RDC vise à porter un jugement global sur la performance du programme sur la période 2022–2026, au regard des critères du CAD de l'OCDE (pertinence, efficacité, efficience, durabilité, cohérence), ainsi que des thématiques transversales (genre et environnement).

Elle s'appuie sur une analyse combinée des données de suivi du programme (scores de performance DGD et cadre logique) et des données collectées dans le cadre de l'évaluation (quantitatives et qualitatives), afin d'apprécier les résultats atteints, les dynamiques de changement et les facteurs explicatifs.

0.2. Aperçu méthodologique

L'évaluation finale repose sur une approche mixte combinant analyse documentaire, collecte de données primaires et triangulation des sources, afin de produire une appréciation robuste et contextualisée de la performance du programme.

Sur le plan quantitatif, une collecte de données a été menée auprès des bénéficiaires et des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme, à travers des outils structurés permettant de mesurer les dynamiques d'autonomisation, les capacités des acteurs et la qualité des environnements d'apprentissage. Ces données ont permis d'apporter un éclairage actualisé sur les perceptions et les évolutions observées en fin de programme.

Sur le plan qualitatif, des entretiens avec les partenaires, les acteurs communautaires et les jeunes, ainsi que des observations de terrain, ont permis d'approfondir la compréhension des mécanismes de changement, d'identifier les facteurs explicatifs des résultats et de documenter les bonnes pratiques et les limites rencontrées.

L'analyse s'appuie également de manière centrale sur les données du système de suivi du programme (scores de performance et indicateurs du cadre logique), afin d'assurer une lecture longitudinale de la performance sur l'ensemble du cycle 2022–2026.

Dans cette perspective, les données collectées dans le cadre de l'évaluation ont été mobilisées principalement comme des éléments de triangulation, d'illustration et d'approfondissement, et non comme une base de redéfinition des valeurs des indicateurs du programme.

0.3. Principaux constats par critère CAD

Tableau 1. Principaux constats par critère CAD

#	Critère	2022	2023	2024	2025	Lecture de tendance	Appréciation Endline
1	Efficience	B	B	A	A	Amélioration	Confirmée
2	Efficacité	C	A	C	A	Volatilité + rebond	Confirmée avec nuance
3	Pertinence	B	B	B	B	Stable	Confirmée
4	Durabilité	B	A	A	A	Amélioration	Nuancée
5	Cohérence	A	A	A	A	Très Stable	Confirmée
6	Genre	A	A	A	A	Très Stable	Confirmée
7	Environnement	A	A	A	A	Très Stable	Confirmée

Note : A = Très satisfaisant / B = Satisfaisant avec ajustements mineurs / C = Partiellement satisfaisant

0.3.1 Efficience : Score A en progression (B → B → A → A)

L'efficience du programme s'est améliorée de manière progressive au cours du cycle, malgré un contexte marqué par des contraintes importantes (inflation, volatilité du taux de change, insécurité). Les rapports de KIYO indiquent des taux d'exécution budgétaire élevés (souvent supérieurs à 100%) dès les premières années, traduisant une forte capacité d'absorption, mais également des ajustements nécessaires en cours de mise en œuvre. À partir de 2024, une meilleure maîtrise des coûts et de la planification opérationnelle a permis d'atteindre un niveau d'efficience élevé (score A), avec une exécution des activités plus stabilisée. Les constats de l'évaluation confirment cette évolution, en montrant que les ressources ont globalement été utilisées de manière optimale pour atteindre les résultats, tout en soulignant que cette performance repose en partie sur une forte capacité d'adaptation des partenaires face aux contraintes du contexte.

0.3.2 Efficacité : Score A avec alerte en 2024 et rebond confirmé (C → A → C → A)

Le programme affiche une performance globale élevée en matière d'efficacité, malgré une évolution marquée par une certaine instabilité (C → A → C → A) au cours du cycle. Les rapports de KIYO montrent une progression continue des résultats, notamment en matière de renforcement des capacités et d'environnements d'apprentissage. Les données de l'évaluation confirment ce rebond en fin de cycle, avec plusieurs indicateurs dépassant les cibles : O.1 (125%), O.2 (112%), 3.1 (124%), 3.3 (107%) et 4.3 (111%). Toutefois, certains résultats liés directement à l'autonomisation des jeunes restent en retrait, avec l'indicateur O.3 atteignant 78% de la cible (76% pour les filles, 82% pour les garçons). Cette situation reflète à la fois l'efficacité des dispositifs mis en place et les limites structurelles du contexte, indiquant que si les capacités et les opportunités ont été significativement renforcées, leur traduction en autonomie effective des jeunes demeure encore en consolidation.

0.3.3 Pertinence : Score B stable (B → B → B → B)

Le programme est resté globalement pertinent tout au long du cycle, en ciblant des besoins prioritaires des jeunes dans un contexte marqué par la précarité, l'insécurité et un accès limité aux opportunités économiques. Les rapports annuels de KIYO soulignent une bonne adéquation avec ces réalités, notamment à travers le développement de compétences, les AGR et les espaces d'engagement citoyen. Toutefois, ils mettent également en évidence une évolution des attentes des jeunes, de plus en plus orientées vers des opportunités économiques concrètes. Les constats de l'évaluation confirment cette tendance : si les activités proposées restent globalement adaptées, les jeunes privilégient les initiatives génératrices de revenus, ce qui peut limiter leur engagement dans certaines dimensions de citoyenneté active. Cela suggère que la pertinence du programme repose en grande partie sur sa capacité à maintenir un équilibre entre ces deux dimensions dans un contexte économique contraint.

0.3.4 Durabilité : Score A consolidé (B → A → A → A)

Le programme a progressivement renforcé les conditions de durabilité, notamment à travers des mécanismes communautaires tels que les AVEC, le renforcement des capacités des partenaires et l'ancrage des structures locales (clubs de jeunes, centres d'apprentissage). Ces dynamiques ont favorisé une appropriation réelle au niveau local et une continuité de certaines activités au-delà du programme. Toutefois, l'évaluation met en évidence des limites importantes sur le plan économique : plusieurs activités génératrices de revenus, en particulier celles mises en œuvre en groupe ou dépendantes de coûts fixes (ex. location), n'ont pas été maintenues après la fin des appuis, en raison de contraintes de marché, de gestion et de rentabilité. Ainsi, si la durabilité sociale et organisationnelle apparaît solide, la durabilité économique reste partiellement assurée et nécessite un renforcement des stratégies d'accompagnement.

0.3.5 Cohérence : Score A stable (A → A → A → A)

Le programme présente une cohérence globalement élevée, avec un alignement clair sur les priorités du CSC (notamment genre, éducation inclusive et agriculture durable) et une complémentarité effective entre partenaires, ADED intervenant sur les activités agricoles et les AVEC, et ASCEN sur la formation professionnelle et l'insertion. Les structures communautaires (clubs de jeunes, AVEC) assurent également un lien fonctionnel entre les dimensions économiques et citoyennes. Des synergies ont été développées avec d'autres acteurs du CSC (notamment I.I.I.I.I et SOS Villages d'Enfants) à travers des échanges de pratiques et des actions conjointes. Toutefois, ces collaborations

restent majoritairement ad hoc et peu structurées dans la durée, et les liens avec les acteurs institutionnels ou d'autres programmes demeurent limités, ce qui restreint les effets de levier potentiels.

0.3.6 Genre : Score A stable avec progression qualitative (A → A → A → A)

L'intégration du genre est restée forte et constante sur l'ensemble du cycle, avec des actions concrètes documentées par KIYO telles que l'amélioration de l'accès des filles aux ressources productives (ex. accès à la terre), la sensibilisation des familles et l'intégration du genre dans les approches pédagogiques. Les rapports annuels soulignent des progrès dans la participation des filles aux activités économiques et communautaires, ainsi que dans l'évolution des perceptions. Les constats de l'évaluation confirment ces avancées, avec des résultats globalement comparables entre filles et garçons sur plusieurs indicateurs (ex. O.3 : 76% pour les filles contre 82% pour les garçons), tout en mettant en évidence des écarts persistants, notamment dans l'accès à certaines opportunités et dans les positions de leadership. Ainsi, si l'approche genre est bien intégrée et produit des effets visibles, notamment à travers l'amélioration de l'accès des filles à la terre et la sécurisation de leur exploitation agricole, mais sa consolidation au niveau structurel reste à renforcer.

0.3.7 Environnement : Score A stable (A → A → A → A)

L'intégration des enjeux environnementaux est restée constante et cohérente tout au long du programme, avec des actions documentées par KIYO telles que la promotion de pratiques agroécologiques, la sensibilisation des jeunes et l'utilisation d'outils comme la charte environnementale. Les rapports annuels mettent en évidence une adoption progressive de pratiques plus durables au niveau des participants, notamment dans les activités agricoles. Les constats de l'évaluation confirment cette dynamique, avec une prise en compte effective des dimensions environnementales dans plusieurs environnements d'apprentissage. Toutefois, cette intégration apparaît plus marquée dans les activités agricoles, où les pratiques agroécologiques sont directement mobilisées, que dans les autres types d'activités du programme (notamment les AGR non agricoles, la formation professionnelle et les activités de citoyenneté), où la dimension environnementale reste moins systématiquement intégrée.

0.4 Conclusions principales

L'évaluation met en évidence un programme globalement performant, caractérisé par une forte cohérence d'ensemble, une pertinence confirmée dans un contexte complexe et des résultats significatifs en matière de renforcement des capacités et d'autonomisation des jeunes.

Sur le plan de la pertinence, le programme apparaît solidement ancré dans les besoins des jeunes en situation de vulnérabilité, en articulant de manière pertinente les dimensions d'employabilité et de citoyenneté active. L'analyse met toutefois en évidence que cette articulation reste en consolidation, certains jeunes privilégiant encore des trajectoires économiques immédiates au détriment de l'engagement citoyen, ce qui invite à poursuivre les efforts d'intégration des deux dimensions.

En matière d'efficacité, les résultats globaux atteignent un niveau très satisfaisant, avec un dépassement de la majorité des indicateurs clés à la fin du programme. Les progrès sont particulièrement marqués en ce qui concerne le renforcement des capacités des partenaires et des acteurs communautaires, ainsi que la qualité des environnements d'apprentissage. Toutefois, les résultats relatifs à l'autonomisation économique des jeunes apparaissent plus contrastés, traduisant un processus progressif qui reste influencé par les contraintes contextuelles et économiques.

Sur le plan de l'efficacité, le programme a démontré une bonne capacité d'adaptation dans un environnement marqué par l'instabilité sécuritaire et les fluctuations économiques. Les ajustements opérés en cours de mise en œuvre ont permis de maintenir un niveau élevé de réalisation des activités, tout en renforçant progressivement les mécanismes de gestion et de suivi.

Concernant la durabilité, l'évaluation met en évidence des acquis solides sur les dimensions sociale et technique, notamment à travers l'appropriation des approches par les acteurs communautaires et la consolidation des compétences. Sur le plan économique, les résultats apparaissent plus différenciés : certaines activités démontrent une capacité de continuité, tandis que d'autres restent plus dépendantes de conditions externes, soulignant la nécessité de renforcer les modèles économiques les plus résilients.

Par ailleurs, l'évaluation met en évidence des effets multiplicateurs réels, traduits par la diffusion informelle des pratiques et des compétences au sein des communautés. Ces dynamiques, bien que déjà partiellement capturées dans les outils de suivi, restent encore peu exploitées comme levier stratégique pour amplifier l'impact du programme.

Enfin, le programme présente un niveau élevé de cohérence interne et un bon alignement avec les cadres stratégiques et les besoins du contexte. Des marges d'amélioration subsistent néanmoins dans la structuration de certaines collaborations institutionnelles, qui pourraient renforcer davantage la portée systémique des interventions.

0.5 Leçons apprises clés

L'évaluation met en évidence plusieurs enseignements structurants pour la mise en œuvre de programmes d'autonomisation des jeunes dans des contextes fragiles.

Premièrement, l'approche intégrée combinant employabilité, citoyenneté active et renforcement des acteurs communautaires constitue un levier pertinent pour répondre aux défis multidimensionnels auxquels font face les jeunes. Toutefois, cette intégration nécessite un accompagnement continu afin de garantir une articulation effective entre les différentes composantes du programme dans les pratiques des partenaires.

Deuxièmement, les environnements d'apprentissage développés dans le cadre du programme jouent un rôle central dans les dynamiques d'autonomisation. Le renforcement des capacités des partenaires et des acteurs communautaires apparaît comme un investissement structurant, permettant une appropriation progressive des approches et une diffusion des pratiques au-delà des bénéficiaires directs.

Troisièmement, l'évaluation souligne que les processus d'autonomisation économique des jeunes s'inscrivent dans des trajectoires graduelles, fortement influencées par le contexte. Les résultats observés mettent en évidence l'importance d'un accompagnement dans la durée, notamment après la phase de formation, afin de consolider les acquis et soutenir la stabilisation des activités génératrices de revenus.

Quatrièmement, les effets multiplicateurs observés confirment que l'impact du programme dépasse le cadre des bénéficiaires directs. La diffusion informelle des compétences et des pratiques constitue un potentiel important, qui gagnerait à être davantage analysé et valorisé afin de renforcer l'effet de levier du programme.

Enfin, l'évaluation met en évidence l'importance de la flexibilité opérationnelle dans des contextes instables. La capacité du programme à adapter ses modalités d'intervention en fonction des contraintes sécuritaires et socio-économiques a constitué un facteur déterminant dans la continuité des activités et l'atteinte des résultats.

0.6 Recommandations clés

0.6.1 Recommandations générales

Au regard des constats de l'évaluation, plusieurs orientations stratégiques peuvent être proposées afin de consolider les acquis du programme et d'en renforcer l'impact.

Il est recommandé de poursuivre et de consolider l'intégration des différentes approches développées dans le cadre du programme, notamment en renforçant leur appropriation opérationnelle par les partenaires. Cela implique un accompagnement continu des équipes afin de traduire ces approches en pratiques concrètes dans les activités mises en œuvre.

Un renforcement de l'accompagnement des jeunes dans la phase post-formation apparaît également nécessaire, en particulier pour soutenir la consolidation des activités économiques. La mise en place de mécanismes structurés de suivi et de mentorat permettrait de renforcer la durabilité des résultats observés.

L'évaluation recommande par ailleurs de renforcer l'exploitation stratégique des données déjà disponibles dans le système de suivi, notamment en ce qui concerne les effets multiplicateurs. Une meilleure analyse de ces dynamiques permettrait d'orienter les décisions programmatiques et d'amplifier l'impact du programme.

Sur le plan institutionnel, il est recommandé de poursuivre les efforts visant à structurer les liens avec les acteurs publics et les cadres de coordination existants. Un renforcement de cet ancrage institutionnel contribuerait à accroître la durabilité et la portée des interventions.

Enfin, il est recommandé de continuer à adapter les modalités de mise en œuvre aux réalités contextuelles, en maintenant une capacité de flexibilité dans la planification et l'exécution des activités.

0.6.2 Recommandations spécifiques aux partenaires

Au niveau opérationnel, plusieurs pistes d'amélioration peuvent être envisagées :

Les partenaires sont encouragés à renforcer l'accompagnement individualisé des jeunes, en adaptant les parcours en fonction de leurs profils et de leurs capacités d'insertion. Une meilleure différenciation des appuis permettrait d'optimiser les résultats en matière d'autonomisation économique.

Il est également recommandé de privilégier, dans la mesure du possible, des activités génératrices de revenus présentant des modèles économiques plus résilients, notamment celles nécessitant un faible niveau de coûts fixes et une forte adaptation à la demande locale.

Les partenaires pourraient par ailleurs renforcer la valorisation des acquis du programme en s'appuyant sur les dynamiques existantes de diffusion des pratiques, notamment à travers les clubs de jeunes, les mentors et les initiatives communautaires.

Enfin, un renforcement continu des capacités de gestion et de suivi, en particulier pour les partenaires présentant des écarts de performance, contribuerait à améliorer la qualité globale de la mise en œuvre et à consolider les résultats du programme.

I. Introduction

I.1. Aperçu du programme

Evaluation finale du Programme Autonomiser les jeunes ensemble en RDC, financés par DGD

Programme Autonomiser les jeunes ensemble en RDC a été implémentée par KIYO RDC et ses partenaires locaux ADED et ASCEN sous le financement de la DGD dans les Provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu.

Durée :	2022 - 2026 (5 ans)
Bailleurs :	DGD
Mise en œuvre	KIYO RDC
Zones d'intervention	<ul style="list-style-type: none">▪ Province du Nord-Kivu : Ville de Goma, Nyiragongo, Masisi▪ Province du Sud-Kivu : Ville de Bukavu, Uvira, Miti et Katana

I.2 Présentation du programme

Le programme « Autonomiser les jeunes ensemble en RDC » est un programme conçu et mis en œuvre par KIYO en partenariat avec des partenaires locaux sur la période 2022 – 2026. Le programme est déployé dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Il vise à renforcer durablement l'autonomisation des jeunes congolais, filles et garçons âgés de 12 à 25 ans, en les positionnant comme des acteurs du changement social, économique et citoyen. Il s'inscrit dans une approche fondée sur les droits humains, l'égalité de genre et les principes de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale (ECM) et de l'Éducation au Développement Durable (EDD), en cohérence avec l'Agenda 2030.

L'objectif global du programme est de permettre aux acteurs travaillant avec les jeunes dans les domaines de l'employabilité et de la citoyenneté active de créer des environnements d'apprentissage de qualité, inclusifs et sensibles au genre, favorisant l'autonomie effective des jeunes et leur participation au développement pacifique de la société congolaise. Le programme est mis en œuvre à travers un partenariat stratégique avec deux partenaires locaux, ADED et ASCEN — après avoir initialement impliqué un troisième partenaire, OCET — qui accompagnent des structures communautaires (centres d'apprentissage, organisations de jeunes, espaces de participation citoyenne) en tant qu'acteurs de première ligne.

Les résultats attendus du programme s'inscrivent dans une logique de changement articulée à trois niveaux interdépendants : (1) les partenaires (KIYO et organisations de mise en œuvre), (2) les acteurs communautaires et (3) les jeunes participants. Cette structuration constitue le cadre d'analyse retenu pour l'évaluation, permettant d'examiner les liens entre les différents niveaux de changement ainsi que les mécanismes par lesquels les interventions sont censées produire leurs effets.

Au niveau des partenaires, le programme visait à renforcer les capacités organisationnelles, pédagogiques et stratégiques, notamment en matière de développement d'environnements d'apprentissage de qualité intégrant les dimensions de genre, de protection et d'intégrité. Concrètement, cet accompagnement s'est traduit par des formations, un appui méthodologique et un suivi rapproché, permettant aux partenaires d'améliorer progressivement leurs approches d'encadrement et de coordination des acteurs locaux.

A leur tour, les partenaires jouent un rôle central dans le renforcement des acteurs communautaires (centres de formation, clubs de jeunes, structures locales), en les accompagnant dans la structuration de leurs activités, l'amélioration de leurs pratiques pédagogiques et la mise en place d'espaces d'apprentissage plus inclusifs et participatifs. Par exemple, les acteurs communautaires ont développé des activités combinant formation technique, sensibilisation citoyenne et production d'émissions radio, favorisant ainsi la conscientisation, l'expression des jeunes et leur engagement dans la vie communautaire.

C'est à travers ces dynamiques intermédiaires que les changements observés au niveau des jeunes sont censés se produire. Les jeunes participants sont ainsi amenés à développer des compétences techniques et de vie, renforcé leur confiance en eux et développé des initiatives économiques et citoyennes, avec une attention particulière portée à la réduction des inégalités entre filles et garçons.

Les changements attendus incluent une amélioration durable de la qualité des environnements d'apprentissage, une plus grande capacité des jeunes à accéder à l'emploi ou à l'auto-emploi, ainsi qu'un engagement accru des jeunes dans les processus de prise de décisions communautaires. À long terme, le programme contribue à l'émergence d'une génération de jeunes autonomes, responsables et engagés, capables de promouvoir la paix, la cohésion sociale et le développement durable en RDC, tout en renforçant les systèmes locaux qui les accompagnent.

L'évaluation analysera dans quelle mesure cette chaîne de résultats s'est effectivement matérialisée, ainsi que les facteurs ayant favorisé ou limité ces dynamiques.

I.3 Objectifs de l'évaluation finale

Conformément aux termes de référence, l'objectif principal de cette mission était de conduire une évaluation finale des interventions financées par DGD dans le cadre du Programme « Autonomiser les jeunes ensemble en RDC » pendant la période de 2022 à 2026. Cette évaluation visait à mesurer l'efficacité, la pertinence, l'efficacité, la cohérence, l'impact, la durabilité et la coordination des interventions, tout en tirant des enseignements sur des thématiques transversales essentielles comme le genre, l'inclusion, et l'environnement.

Spécifiquement, l'évaluation visait à :

- Apprécier les performances du projet par rapport aux résultats escomptés en fonction des critères de l'OCDE/CAD, à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficacité, la cohérence, la durabilité et l'impact ;
- Analyser les facteurs favorisant ou entravant la réalisation des résultats attendus, y compris la pertinence de l'approche/stratégie de mise en œuvre et les adaptations de la stratégie en fonction des évolutions du contexte ;
- Documenter les principaux enseignements du programme et formuler des recommandations qui aideront les partenaires ou d'autres organisations à concevoir de futurs programmes similaires.

I.4 Portée de l'évaluation

La présente évaluation finale a couvert l'ensemble des activités mises en œuvre par KIYO RDC dans le cadre du programme « **DGD 22-26** » implémenté de 2022 à 2026 dans six sites respectivement en province du Nord-Kivu (Ville de Goma et le territoire de Nyiragongo) et Sud-Kivu (Ville de Bukavu).

II. Méthodologie de l'évaluation

En plus de la revue documentaire, L'observation directe a constitué un élément complémentaire important de la collecte de données. Lors des visites de terrain, l'équipe d'évaluation a observé le fonctionnement concret des structures accompagnées (centres d'apprentissage, clubs de jeunes, activités génératrices de revenus), les interactions entre acteurs, ainsi que la participation effective des jeunes aux activités. Ces observations ont permis de confronter les données déclaratives à des éléments factuels et de mieux apprécier la réalité des résultats ainsi que leur niveau de consolidation.

Cependant, d'une manière générale, l'évaluation a adopté une approche mixte, quantitative et qualitative, dans le but d'évaluer systématiquement et objectivement les activités du projet, en déterminant le taux de réalisation des résultats visés (y compris les indicateurs) à la fin du projet. L'exercice a également permis de cerner les facteurs précis qui ont influé sur les résultats.

L'évaluation a été menée au Nord-Kivu (Ville de Goma, et Nyiragongo) et au Sud-Kivu (Ville de Bukavu) ; elle a été conduite par une équipe de trois consultants de Xantonn Group qui ont supervisé les travaux de collecte des données sur terrain. 8 enquêteurs dont 4 femmes ont réalisé l'enquête quantitative auprès des participants au Programme pendant que la collecte des données qualitatives a été effectuée par les 2 consultants. Le traitement et analyse des données ont été effectués par le troisième consultant.

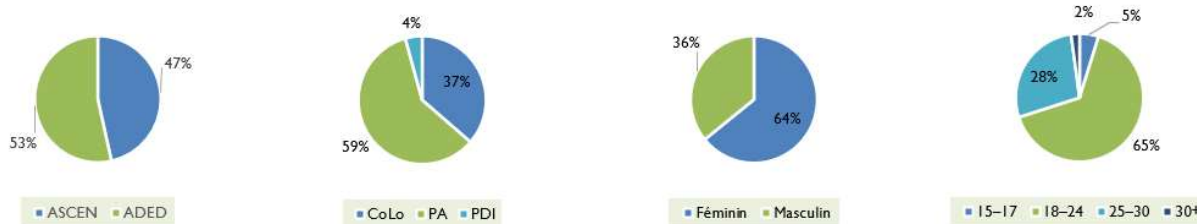
Dans le cadre de la collecte des données qualitatives, des discussions de groupe (FGD) ont été organisées avec différentes structures de jeunes et organisations partenaires impliquées dans le programme, notamment ASCEN et ADED. Au total, 123 participants ont pris part aux discussions de groupe, dont 79 femmes et 44 hommes, issus de plusieurs acteurs communautaires et initiatives locales. L'évaluation a mobilisé de manière ciblée des observations de terrain pour étayer les constats. Pour chacun des groupes des discussions organisé, 1 à 2 participants ont été identifiés et recontactés pour des observations directes de leurs activités (AGR, métiers, dispositifs communautaires). Ces observations ont permis de confronter les déclarations à la réalité. En complément, 14 entretiens avec des informateurs clés ont été réalisés auprès de responsables de structures partenaires, de leaders de jeunes et de membres du personnel impliqués dans la mise en œuvre du programme.

Ceci été réalisée à travers des visites de différents acteurs communautaires accompagnées par le programme, incluant notamment des clubs de jeunes, des centres d'apprentissage (CAA), des acteurs communautaires et des initiatives économiques. À titre illustratif, ces observations ont couvert des acteurs communautaires telles que les Clubs des Jeunes de Ndosho, le groupe WAÏNDA, la Troupe Théâtrale Baron, les Centres d'Apprentissage (CAA) de Buvira et de Kibumba, ainsi que des initiatives portées par des groupes comme Provide Hope in Action ou le Programme Femme Environnement. Ces visites ont permis d'apprécier concrètement le fonctionnement des dispositifs, le niveau d'engagement des jeunes et la viabilité des activités mises en œuvre. Au total, 137 personnes (87 femmes et 50 hommes) ont été directement consultées dans le cadre de la composante qualitative de l'évaluation.

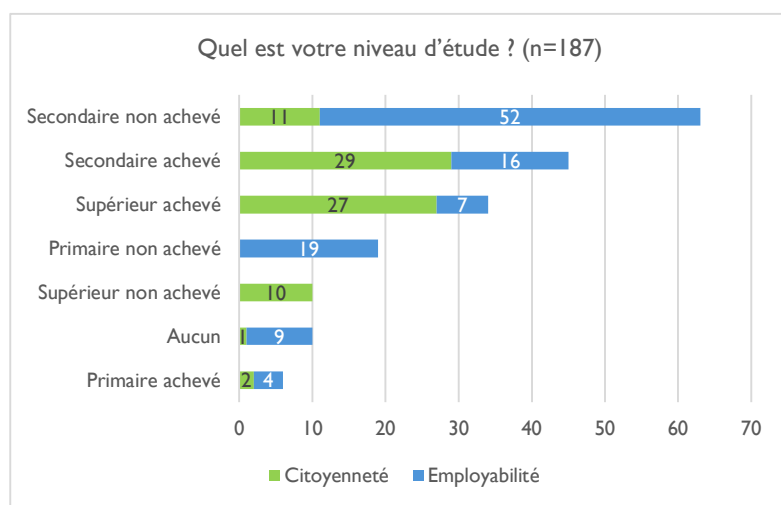
Pour ce qui est des données quantitatives, notre enquête a atteint 193 participants dans la zone d'enquête sur les 150 prévus, soit (128.7%). Cependant, après une vérification minutieuse de la qualité des données, seules 187 enquêtes ont été considérées comme répondant aux critères de qualité pour l'analyse des données et 6 enquêtes exclues. L'enquête auprès des participants a utilisé une approche d'échantillonnage en grappes basée sur la région et le partenaire de mise en œuvre (ASCEN/ADED ; voir l'annexe A pour les calculs de la marge d'erreur pour chaque groupe démographique). Sur les 187 personnes interrogées, 4.8% étaient âgées de 15-17 ans pour lesquels le consentement des parents a été requis, 65.2% de 18 à 24 ans, 27.8% de 25 à 30 ans et 2.1 % de plus de 30 ans ; Pour des raisons d'inclusion, nous avons interrogé 64.2% des femmes/filles ont été atteint contre 35.8% d'hommes/garçons. 36.4% étaient des communautaires locales (CoLo) ; 4.3% des déplacé/es internes (PDI) et 59.4% des peuples autochtones (PA). En général, les caractéristiques de l'échantillon sont bien équilibrées, avec des marges d'erreur inférieures ou égale à 7 %.

Tableau 2. Caractères socio-démographiques

	Territoire	Groupes d'âges				Genre		Statut de résidence			Total (n)	Total (%)	Marge d'erreur
		15-17	18-24	25-30	30+	Féminin	Masculin	CoLo	PA	PDI			
ASCEN	Bukavu	0	18	9	0	12	15	0	25	2	27	14.4%	5.0%
	Goma	1	37	18	4	41	19	3	51	6	60	32.1%	6.7%
ADED	Nyiragongo	8	67	25	0	67	33	65	35	0	100	53.5%	7.1%
	Total (n)	9	122	52	4	120	67	68	111	8	187	100.0%	0.0%
	Total (%)	4.8%	65.2%	27.8%	2.1%	64.2%	35.8%	36.4%	59.4%	4.3%	100.0%		
	Marge d'erreur	3.1%	6.8%	6.4%	2.1%	6.9%	6.9%	6.9%	7.0%	2.9%	0.0%		



En dehors de ces caractéristiques, la population étudiée était principalement moins instruite avec 10.2% n'ayant pas achevé les études primaires, 33.7% n'ayant pas achevé les études secondaires, y compris 5.3% sans éducation formel.



Cependant il est important de mentionner que 18.2% des participant.es interviewé.es ont déclaré avoir achevé les études supérieures. La figure ci-gauche en fournit plus de détails.

Il est à noter que 27.3 % des personnes interrogées étaient marié.es et la majorité (69.5%) étaient des célibataires, une poignée de personnes (2.7 %) étaient séparées de leur conjoint et une seule personne interrogée a déclaré être divorcée (0,5 %). Sur l'ensemble des femmes interrogées, 24.1 % sont cheffes de famille et un tiers d'elles (30%) étaient enceintes ou allaitantes au moment de cette enquête.

Figure 1. Quel est votre niveau d'étude ? (n=187)

La fréquence, la moyenne, l'écart-type, l'intervalle de confiance et le centile ont été rapportés au besoin. La moyenne de la note de satisfaction d'une personne sur diverses déclarations prédéfinies dans le questionnaire a été utilisée pour calculer la perception moyenne pour chaque groupe de questions. L'analyse de la variance (ANOVA) et les tests *t indépendants* ont été utilisés pour examiner la signification statistique des variations des moyennes de différents groupes démographiques¹.

Nous avons utilisé la validité apparente² pour confirmer que tous les domaines pertinents de l'évaluation ont été couverts dans les outils de collecte de données et la validité conceptuelle afin d'assurer l'opérationnalisation des variables de l'étude. De plus, pour toutes les questions de perception structurées comme des questions sur l'échelle de Likert, nous avons effectué un test de fiabilité pour vérifier la cohérence du questionnaire. À cette fin, nous avons utilisé la méthode de test alpha de Cronbach et visé un score de 0,7 avant de procéder à l'analyse des données.

Tableau 3. Test de fiabilité globale

Cronbach's Alpha	N of Items	Comment
.955	40	Excellent

¹ Des méthodes paramétriques et non paramétriques basées sur le rang ont été utilisées pour tester le degré de satisfaction des répondants. Tous les tests significatifs étaient bilatéraux, et une valeur $p \leq 0,05$ est considérée comme significative. Toutes les analyses ont été effectuées à l'aide d'Excel et d'IBM SPSS Statistics (version 27.0).

² McBurney et White, 2009

Comme le montre le tableau 3, le coefficient alpha pour les éléments d'échelle non normalisés était de 0,955, mais un score de 0,7 et plus est considéré comme une mesure précise ³du coefficient de fiabilité ; Ainsi, le coefficient alpha global de cette étude a été considéré comme fiable et donc sûr pour procéder à l'analyse des données.

La revue documentaire s'est appuyée sur plusieurs documents fournis par KIYO et ses partenaires, notamment les documents de programme, les rapports narratifs et financiers, les rapports d'ateliers et de formations, la théorie du changement, les documents relatifs au développement des capacités, les documents MEAL, les rapports de sensibilité aux conflits ainsi que d'autres documents de référence liés à la mise en œuvre du programme.

L'observation directe des actions sur terrain a permis de constater la manière dont les participants sont organisés et les activités mises en œuvre. Ces constats sont capitalisés dans ce rapport.

Malgré les efforts déployés pour assurer une collecte de données rigoureuse et une analyse approfondie, l'évaluation a été confrontée à certaines limites :

- La volatilité de la situation sécuritaire dans certaines zones d'intervention n'a pas permis à l'équipe d'évaluation de visiter l'ensemble des zones couvertes par le programme.
- Le temps alloué à la mission d'évaluation était relativement limité au regard de l'étendue géographique et du nombre d'acteurs concernés. Afin d'atténuer cette contrainte, les équipes de collecte de données ont été renforcées et déployées simultanément sur plusieurs sites afin d'assurer une couverture adéquate du terrain dans les délais impartis.

Cependant, il est important de mentionner quelques facilités que nous avons eu tout au long de cette mission d'évaluation notamment :

- Très bon accueil et coopération avec les staffs des partenaires de mise en œuvre ;
- Bon accueil par les participants du programme ;
- Facilitation des contacts avec les participants par les partenaires de mise en œuvre sans laquelle nous devrions passer plus de temps que prévu.

En conclusion, en dépit de ces quelques défis qui n'ont pas affecté le travail de collecte des données, l'équipe d'évaluation note que les résultats présentés dans ce rapport reflètent fidèlement les résultats majeurs atteints par le projet.

Dans le cadre de ce rapport, les principaux types d'acteurs communautaires soutenus par le programme sont définis comme suit :

- Centres d'Apprentissage Agricole (CAA)
- Structures d'encadrement professionnel des jeunes (SEP)
- Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC)
- Clubs de jeunes et structures citoyennes
- Groupes médias et initiatives culturelles (radio, théâtre)

Lorsque le terme « acteurs communautaires » est utilisé, il renvoie à l'ensemble de ces structures.

Les zones visitées à l'issue de cette mission d'évaluation sont reprises dans la carte ci-dessous :

³ Zinbarg et al. (2005)

Evaluation finale du Programme KIYO & DGD 22-26 : Zones Visitées

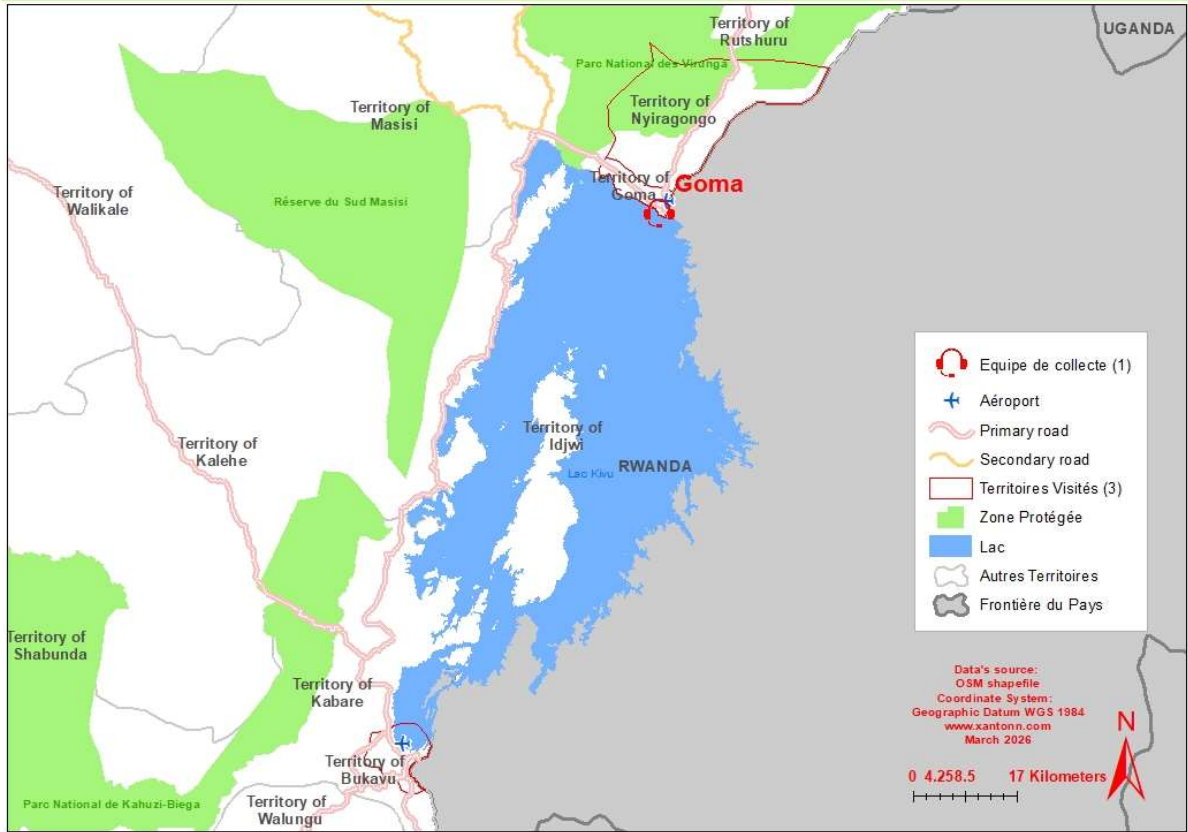


Figure 2. Carte des territoires visités

III. Présentation des Résultats

3.1. Efficacité des actions du programme

L'analyse de l'efficacité du programme s'inscrit dans la continuité du suivi réalisé tout au long de sa mise en œuvre, notamment à travers les rapports moraux annuels et les scores de performance (A–D). L'évaluation finale vise à porter un regard indépendant sur ces appréciations, en mobilisant les données collectées sur le terrain afin de confirmer, nuancer ou contextualiser les performances rapportées.

Dans l'ensemble, les résultats de l'évaluation confirment les tendances positives observées dans le suivi du programme, en particulier sur le renforcement des capacités des acteurs et la participation des jeunes. Toutefois, ils mettent également en évidence des écarts entre les progrès enregistrés en termes de compétences et d'opportunités, et leur traduction en autonomisation effective des jeunes, notamment sur le plan économique.

L'évaluation propose ainsi une lecture différenciée de l'efficacité, en distinguant les dimensions où les résultats sont pleinement atteints et consolidés, et celles où les effets restent plus fragiles ou dépendants du contexte.

3.1.1. Évolution des indicateurs clés du programme (ITT)

Cette section analyse le niveau d'atteinte des résultats du programme « Autonomiser les jeunes en RDC », en s'appuyant sur les données du tableau de suivi des indicateurs (ITT). Elle met en évidence les évolutions observées entre la situation de référence (Baseline), les années de mise en œuvre et les résultats à l'Endline, en comparaison avec les cibles fixées.

Dans l'ensemble, les résultats montrent que le programme a permis des progrès significatifs sur la majorité des indicateurs, en particulier ceux liés au renforcement des capacités des acteurs et à l'amélioration des environnements d'apprentissage. Plusieurs indicateurs atteignent ou dépassent leurs cibles, notamment l'évolution des capacités de KIYO et de ses partenaires (O.1 : 125 %), l'intégration du genre (1.2 : 133 %) ainsi que la prise en compte de l'intégrité et de la protection de l'enfant (1.3 : 125 %). Ces résultats traduisent un renforcement notable des approches organisationnelles et des pratiques pédagogiques mises en œuvre dans le cadre du programme.

Les indicateurs relatifs aux compétences des jeunes et à leur participation montrent également des résultats globalement satisfaisants. Le développement des compétences entrepreneuriales (3.3) atteint la cible (107 %), tandis que les capacités des acteurs de l'employabilité à accompagner les jeunes (3.1) progressent de manière significative (124 %). De même, les indicateurs liés à la citoyenneté active (4.1 et 4.3) atteignent ou dépassent légèrement leurs cibles, indiquant une amélioration de la participation et de l'engagement des jeunes dans leurs communautés.

Toutefois, les résultats relatifs à l'autonomisation effective des jeunes apparaissent plus contrastés. L'indicateur O.3, mesurant le nombre d'éléments reflétant une autonomisation accrue des jeunes, atteint 78 % de la cible, avec des variations selon le genre (76 % pour les filles et 82 % pour les garçons). Ces résultats suggèrent que, malgré les progrès observés en matière de capacités et de participation, la consolidation de l'autonomisation des jeunes reste partielle.

L'analyse des tendances met en évidence une progression continue des indicateurs entre 2022 et 2025, suivie d'une légère baisse à l'Endline pour plusieurs d'entre eux. Cette évolution concerne notamment les indicateurs liés aux acteurs communautaires (O.2), à la participation citoyenne (4.1 et 4.3) ainsi qu'à l'autonomisation globale des jeunes (O.3). Cette dynamique peut s'expliquer par la fin progressive de l'accompagnement du programme, suggérant des défis en matière de consolidation et de durabilité des acquis.

L'analyse qualitative invite à nuancer cette évolution. La légère baisse observée à l'Endline ne semble pas liée uniquement à une dynamique interne du programme, mais aussi à des facteurs contextuels ayant fragilisé certains acquis. Plusieurs jeunes formés ont déclaré ne plus exercer régulièrement leurs activités ou avoir vu leurs revenus diminuer après les déplacements,⁴ la fermeture des banques ou le retour dans des communautés plus restreintes.

⁴ Témoignage d'une jeune femme ayant bénéficiée d'une AGR : *J'ai constaté que, dans les camps de déplacés, quand j'avais initié mon AGR, j'arrivais à attirer des clients issus de différentes communautés, ce qui donnait plus de souffle à mon activité. Il y avait plus de*

Une jeune participante explique que dans le camp de déplacés, son AGR attirait une clientèle issue de plusieurs communautés, alors qu'après son retour, sa clientèle s'est réduite, ralentissant fortement son activité. Dans les zones sous autorités de facto, les opportunités économiques⁵ et de participation ont également été limités.

Dans l'ensemble, les résultats indiquent que le programme a été efficace dans le renforcement des capacités institutionnelles et dans le développement des compétences des jeunes. Néanmoins, les effets les plus structurants, notamment en matière d'autonomisation durable, apparaissent plus progressifs et dépendants du contexte socio-économique et des mécanismes de suivi post-intervention.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces principaux indicateurs du programme tels que définis dans le cadre logique :

mouvement, plus de personnes qui venaient acheter, et cela me permettait de mieux me débrouiller. Mais depuis mon retour dans ma communauté d'origine, la situation n'est plus la même. Ici, je suis limité presque à une seule communauté, donc ma clientèle a beaucoup diminué. Je ne retrouve plus le même nombre de clients qu'avant, et cela a un impact direct sur mes revenus. Franchement, je sens que mon activité tourne au ralenti par rapport à ce que j'avais connu dans le camp.

⁵ *Grace aux compétences entrepreneuriales reçu dans le programme, j'ai développé un projet de construction écologique qui avait été sélectionné par la fondation TONY ELUMELU, mais a cause des restrictions des flux financiers imposés aux zones sous contrôle des autorités de facto, je me suis vue refuser d'ouvrir un compte à UBA pour recevoir le capital de démarrage du projet seulement parce que le siège de mon entreprise se retrouve dans cette zone : déclaration d'une participante au FGD avec les jeunes de TTB.*

Tableau 4. Cadre logique

INDICATEURS	2021 (Baseline)	2022	2023	2024	2025	2026 (Endline)	Cible	Taux d'atteinte %
OUTCOME : Les acteurs qui travaillent avec les jeunes Congolais, filles et garçons, dans les secteurs de l'employabilité et de la citoyenneté active sont capables de créer un environnement d'apprentissage de qualité sensible au genre et basé sur les principes ECM/EDD pour que les jeunes, puissent accéder à une autonomie effective, réaliser leur potentiel et participer au développement pacifique dans leur société et dans le monde.								
Indicateur O.1: EVOLUTION DE KIYO ET SES PARTENAIRES								
Score moyen de KIYO et ses partenaires travaillant avec les jeunes dans l'employabilité et la citoyenneté active pour leur expertise à développer un environnement d'apprentissage de qualité pour l'autonomisation des jeunes.								
SCORE MOYEN	1.3	1.6	2.4	3.2	3.7	3.5	2.8	125%
ADED	1.2	1.6	2.4	3.2	3.8	3.8	2.5	152%
ASCEN	1.3	1.6	2.3	2.8	3.7	3	2.5	120%
KIYO	1.4	2.1	2.8	3.4	3.7	3.6	3.5	103%
Indicateur O.2: EVOLUTION DES ACTEURS COMMUNAUTAIRES								
Score moyen des acteurs de la sphère d'influence directe travaillant directement avec les jeunes dans l'employabilité et la citoyenneté active pour leur travail d'autonomisation des jeunes								
SCORE MOYEN	1.4	1.6	2.2	2.7	3.5	2.8	2.5	112%
Indicateur O.3: EVOLUTION DES JEUNES								
Nombre d'éléments qui montrent une augmentation dans l'autonomisation des jeunes (au-dessus de 3 ou 4 sur l'échelle 1 à 4)								
NOMBRE MOYEN D'ÉLÉMENTS	1	0.1	4.3	3.4	7.9	3.9	5	78%
ADED	1	0	4.6	3.5	8.6	3.1	5	62%
ASCEN	1	0.1	4	3.4	7.2	4.7	5	94%
Indicateur O.3.a :								
Nombre d'éléments qui montrent une augmentation de l'autonomisation des filles (au-dessus de 3 ou 4 sur l'échelle 1 à 4)								
NOMBRE MOYEN D'ÉLÉMENTS	1	0	4.2	3.4	8.1	3.8	5	76%
ADED	1	0	4.4	3.4	8.8	2.7	5	54%
ASCEN	1	0	3.5	3.4	7.5	4.9	5	98%
Indicateur O.3.b :								
Nombre d'éléments qui montrent une augmentation de l'autonomisation des garçons (au-dessus de 3 ou 4 sur l'échelle 1 à 4)								
NOMBRE MOYEN D'ÉLÉMENTS	1	0.1	4.3	3.7	7.6	4.1	5	82%
ADED	1	0.1	4.7	3.7	8.3	3.7	5	74%
ASCEN	1	0.3	4.2	3.6	7	4.4	5	88%
RESULTAT I: KIYO et ses partenaires ont renforcé leurs environnements d'apprentissage pour l'autonomisation des jeunes par leurs stratégies de partenariat								

Indicateur 1.2: Score moyen pour l'inclusion transversale du genre dans le travail de KIYO et ses partenaires								
SCORE MOYEN DE KIYO ET SES PARTENAIRES	1.1	1.2	2.4	2.9	3.7	3.6	2.7	133%
ADED	1.4	1.4	2.4	3.3	3.8	3.9	2.5	156%
ASCEN	1	1	1.7	2	3.7	3.3	2.5	132%
KIYO	1	1.4	2.5	3.3	3.6	3.6	3	120%
Indicateur 1.3: Score moyen pour l'inclusion de l'intégrité et protection de l'enfant dans le travail de KIYO et ses partenaires								
SCORE MOYEN DE KIYO ET SES PARTENAIRES	1.2	1.3	1.7	2.8	3.6	3.5	2.8	125%
ADED	1.3	1.3	1.9	2.8	3.7	3.9	2.5	156%
ASCEN	1.3	1.4	1.8	2.3	3.6	3.2	2.5	128%
KIYO	1	1.3	2.1	3.3	3.5	3.6	3.5	103%
RESULTAT 3: Les acteurs de l'employabilité offrent un environnement d'apprentissage de qualité sensible au genre et basé sur les principes ECM/EDD aux jeunes congolais, filles et garçons, afin qu'ils développent des compétences à la vie et des compétences entrepreneuriales nécessaires à l'accès à l'emploi ou à l'auto-emploi.								
Indicateur 3.1.: Score moyen des acteurs de l'employabilité (CEJP, CAA, AVEC, CA) sur leur capacité à offrir un environnement propice à la conscientisation personnelle et à l'acquisition des compétences entrepreneuriales nécessaires à l'emploi ou à l'auto-emploi								
SCORE MOYEN DES PARTENAIRES	1.1	1.2	1.7	2.2	3	3.1	2.5	124%
ADED	1.2	1.6	2.1	2.5	3.5	3.3	2.5	132%
ASCEN	0.9	0.8	1.3	1.9	2.5	2.9	2.5	116%
Indicateur 3.3.: Score moyen de développement des compétences entrepreneuriales parmi les jeunes.								
SCORE MOYEN	1.5	1.9	3.7	3.6	3.7	3.2	3	107%
ADED	1.5	2.2	3.7	3.8	3.9	3	3	100%
ASCEN	1.5	1.7	3.7	3.4	3.5	3.3	3	110%
RESULTAT 4: Les acteurs de citoyenneté active offrent un environnement d'apprentissage de qualité sensible au genre et basé sur les principes ECM/EDD aux jeunes congolais, filles et garçons, afin qu'ils puissent acquérir des compétences à la vie pour être des acteurs de changement pacifique des communautés et du monde.								
Indicateur 4.1.: Score moyen des acteurs de citoyenneté active comme étant des moyens pour l'acquisition des capacités de conscience personnelle et de participation effective aux instances de prise de décisions qui affectent leur vie et le développement pacifique des communautés et du monde								
SCORE MOYEN DES PARTENAIRES	1.6	1.6	2.5	2.9	3.4	2.9	2.8	104%
ASCEN	1.5	1.5	2.4	2.9	3.5	2.9	3	97%
Indicateur 4.3.: Score moyen des jeunes sur leur participation/expression dans les acteurs de citoyenneté active et leur engagement communautaire								
SCORE MOYEN DES PARTENAIRES	1.3	2	3.3	3.3	3.8	3.1	2.8	111%
ASCEN	1.5	1.8	3.3	3.3	3.8	3.1	3	103%

Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence une dynamique d'efficacité différenciée. Le programme a atteint, voire dépassé, ses objectifs en matière de renforcement des capacités des acteurs et d'amélioration des environnements d'apprentissage, confirmant la solidité des dispositifs mis en place. En revanche, la transformation de ces acquis en autonomisation économique durable des jeunes reste plus progressive et dépendante de facteurs externes.

Cette configuration suggère que l'efficacité du programme repose davantage sur sa capacité à créer des conditions favorables à l'autonomisation (compétences, accompagnement, opportunités) que sur la garantie de résultats économiques stabilisés, qui restent fortement influencés par le contexte.

3.1.2. Participation aux activités du projet

La majorité des participants interviewé (98.6%) ont reporté avoir participé dans les actions du Programme dans les 12 derniers mois. Il convient toutefois de préciser que la notion de « participation à une activité » recouvre des niveaux d'implication variables. Elle inclut à la fois des participations ponctuelles (sensibilisations, événements, activités communautaires) et des engagements plus approfondis (formations techniques, mentorat, accompagnement dans des activités génératrices de revenus). Cette diversité de formats doit être prise en compte dans l'interprétation des résultats. La plupart affirment avoir participé à des formations suivies d'entrepreneuriat, de coaching, de mentorat et d'autres activités, comme le montre la figure ci-dessous :

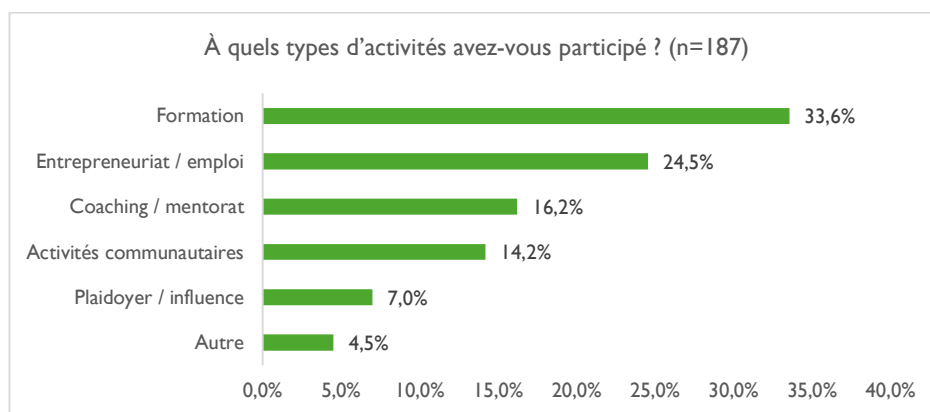


Figure 3. À quels types d'activités avez-vous participé ? (n=187)

En moyenne, 58,6 % des participants déclarent avoir pris part à entre trois et cinq activités, tandis que 34,8 % indiquent avoir participé à une ou deux activités. Une proportion plus réduite des répondants déclare avoir participé à six à dix activités (4,4 %) ou à plus de dix activités (2,2 %). Les tendances observées sont globalement similaires entre les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi qu'entre les hommes et les femmes. Toutefois, certaines variations apparaissent selon les partenaires : les participants accompagnés par ADED semblent avoir participé à un nombre plus élevé d'activités, avec 73,7 % déclarant avoir suivi entre trois et cinq activités, tandis que les participants liés à ASCEN sont proportionnellement plus nombreux à déclarer une participation plus limitée (une à deux activités) comme repris dans la figure ci-dessous :

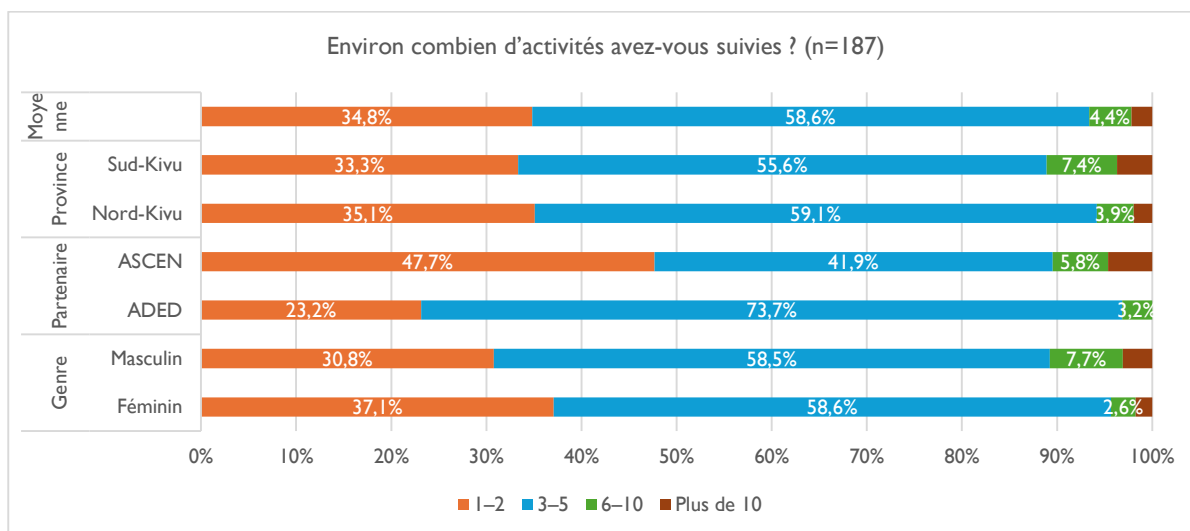


Figure 4. Environ combien d'activités avez-vous suivies ? (n=187)

Par rapport au statut de participation, la grande majorité des répondants ont participé aux activités du programme principalement en tant que participants (87,8 %). Une proportion plus limitée a joué un rôle de pair éducateur (9,9 %), tandis qu'une très faible part s'est impliquée comme acteur communautaire (2,2 %). Cette tendance est relativement constante selon le genre et la province, bien que la proportion de pairs éducateurs soit plus élevée parmi les participants accompagnés par ASCEN et dans la thématique de la citoyenneté, ce qui reflète une implication plus active de certains jeunes dans la sensibilisation et l'animation communautaire.

3.1.3. Degré de réalisation des résultats

a. Au niveau des jeunes

Les résultats les plus visibles concernent les jeunes, avec des progrès significatifs en compétences personnelles, sociales, économiques et citoyennes. La combinaison des formations, du mentorat et des espaces d'expression (radio, clubs) a permis une transformation progressive des attitudes et des capacités. Les formations sur les techniques de communication, le plaidoyer, les droits citoyens, le genre, la prévention des abus sexuels et la production d'émissions radio ont permis aux jeunes de surmonter la peur et l'anxiété qui limitaient leur expression publique.

Une jeune reporter qui représentait les jeunes de Katana témoigne :

« Avant, je n'osais pas parler en public ; mais aujourd'hui, grâce aux formations et aux émissions radio, je peux défendre les intérêts des jeunes. »⁶

Le programme a également élargi la compréhension du concept d'autonomisation dans ce sens que plusieurs jeunes ont indiqué qu'avant leur participation au projet, ils associaient l'autonomisation uniquement à l'aspect financier⁷. Il s'observe donc que les formations sur les 10 éléments de l'autonomisation ont permis d'intégrer les dimensions sociales, politiques et citoyennes.

Les consultants ont directement observé des jeunes en activité dans plusieurs filières comme la mécanique, la coupe-couture, et l'agriculture, capables d'expliquer leurs activités, leurs revenus et leurs perspectives, confirmant la matérialité des changements au-delà des déclarations. Certains acquis restent fragiles, notamment en matière économique, où la stabilité des activités dépend fortement du contexte.

⁶ FGD avec les participants du Groupe des jeunes reporters de Bukavu

⁷ FGD avec les participants du club de NDOSHO

b. Au niveau des partenaires

Les résultats montrent un renforcement réel des capacités techniques et organisationnelles des partenaires, notamment dans la conception et l'animation d'environnements d'apprentissage intégrés (compétences techniques, citoyenneté, genre). Le renforcement s'est opéré à travers un accompagnement progressif de KIYO (outils pédagogiques, cadres méthodologiques, suivi), permettant aux partenaires de structurer leurs interventions et d'adopter des approches participatives.

« Avant, nous faisons surtout des formations classiques. Avec KIYO, nous avons appris à intégrer le développement personnel, le genre et la participation dans nos activités. »⁸

Lors des visites, les consultants ont constaté la présence de modules structurés, de supports pédagogiques et de dynamiques interactives, traduisant une amélioration concrète des pratiques pédagogiques.

Les organisations partenaires ont démontré une amélioration notable par rapport à leurs capacités techniques et organisationnelles, notamment dans :

- ✓ L'animation des formations,
- ✓ La facilitation des processus participatifs,
- ✓ La promotion du genre et de la protection.

Toutefois, les dimensions fundraising et viabilité institutionnelle restent les plus faibles, même si les scores d'ADED sont élevés, l'analyse révèle une dépendance relative aux financements externes de tous les partenaires.

Les résultats de l'enquête auprès des participants confirment également ces tendances. Les scores moyens observés sur les différentes dimensions d'autonomisation se situent majoritairement entre 2,8 et 3,3 sur une échelle de 1 à 4, indiquant une perception globalement positive des changements induits par le programme. Les dimensions présentant les scores les plus élevés concernent les relations sociales, l'influence communautaire et l'autonomie personnelle des jeunes. La dépendance financière et les faibles capacités de mobilisation de ressources limitent encore l'autonomie institutionnelle des partenaires.

c. Au niveau des acteurs communautaires

Les acteurs communautaires ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre concrète des environnements d'apprentissage. Ces acteurs ont servi de relais opérationnels, en organisant les formations, en encadrant les jeunes et en créant des espaces d'expression dans les clubs et, les radios communautaires.

« Les jeunes viennent régulièrement au centre pour apprendre et échanger. Nous les accompagnons aussi dans leurs initiatives en entrepreneuriat agricole. »⁹

Dans plusieurs sites, les consultants ont observé des clubs fonctionnels avec réunions régulières, mais aussi des disparités : certaines structures comme TTB, GJR, et CAA KIBUMBA, ... étaient dynamiques et bien organisées, tandis que d'autres comme WAINDA, ... manquaient d'outils de gestion et de structuration.

⁸ Entretien avec le chargé de programme chez ASCEN.

⁹ Entretien avec les jeunes du CAA KIBUMBA

3.1.4. Contribution à l'autonomisation des jeunes

Les résultats indiquent que le projet a contribué de manière cohérente à l'autonomisation des jeunes dans plusieurs dimensions :

a. Développement personnelle

Les résultats de l'enquête indiquent une évolution globalement positive des capacités personnelles des jeunes. Les scores moyens observés pour les dimensions liées à la résilience, à la capacité d'analyse et à l'autonomie se situent généralement entre 3,0/4 et 3,2/4 sur l'échelle de perception utilisée, indiquant une perception positive des changements. Les résultats suggèrent notamment une amélioration de la capacité des jeunes à garder espoir face aux situations difficiles (3,23) ainsi qu'une progression de leur capacité à analyser les conséquences de leurs choix (3,22) et à prendre des décisions de manière plus réfléchie (3,18). Toutefois, certains aspects apparaissent légèrement plus modérés, notamment la capacité à trouver facilement des solutions aux problèmes quotidiens (2,76), ce qui peut refléter les contraintes socio-économiques auxquelles les jeunes restent confrontés dans les zones d'intervention. Les résultats détaillés des différentes dimensions sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5. Perception des participants par rapport au développement personnelle

	Partenaire		Genre		Thématique		Territoire			Moyenne (n=187)
	ADED (n=100)	ASCEN (n=87)	Féminin (n=120)	Masculin (n=67)	Citoyenneté (n=80)	Employabilité (n=107)	Bukavu (n=27)	Goma (n=60)	Nyiragongo (n=100)	
C05. Résilience personnelle										
Êtes-vous devenu(e) plus résilient(e) face aux difficultés de la vie quotidienne ?	2.98	3.28	3.12	3.12	3.30	2.98	3.04	3.38	2.98	3.12
Jegère mieux les difficultés que je rencontre dans ma vie.	2.89	3.14	3.03	2.97	3.14	2.91	2.70	3.33	2.89	3.01
Jegarde espoir même face à des situations difficiles.	3.03	3.46	3.25	3.19	3.51	3.02	3.00	3.67	3.03	3.23
Jetrouve plus facilement des solutions aux problèmes quotidiens.	2.55	3.00	2.76	2.76	2.99	2.59	2.67	3.15	2.55	2.76
Jeme relève plus rapidement après un échec.	2.82	3.25	2.98	3.10	3.26	2.84	2.93	3.40	2.82	3.02
C06. Capacité d'analyse et de choix conscients										
Êtes-vous devenu(e) plus capable d'analyser des situations et de faire des choix conscients ?	3.14	3.32	3.15	3.36	3.34	3.14	3.15	3.40	3.14	3.22
J'analyse plus les conséquences de mes choix avant d'agir.	2.87	3.24	3.03	3.07	3.24	2.90	3.07	3.32	2.87	3.04
Jeprends mes décisions de manière plus réfléchie.	3.05	3.32	3.13	3.25	3.35	3.05	3.04	3.45	3.05	3.18
Jeme fie moins à la pression des autres pour décider.	2.65	3.29	2.93	2.97	3.30	2.68	3.15	3.35	2.65	2.95
Jecherche activement des informations avant de faire un choix important.	3.09	3.38	3.21	3.25	3.38	3.11	3.07	3.52	3.09	3.22
C08. Autonomie										
Avez-vous développé des capacités pour organiser votre propre vie et votre avenir ?	2.98	3.28	3.08	3.19	3.28	3.00	2.81	3.48	2.98	3.12
Jeme sens plus capable d'organiser ma vie quotidienne.	2.91	3.36	3.08	3.19	3.36	2.93	2.81	3.60	2.91	3.12
J'ai une vision plus claire de mon avenir.	2.98	3.43	3.09	3.36	3.43	3.01	3.04	3.60	2.98	3.19
Jeprends plus de responsabilités dans mes décisions personnelles.	2.79	3.46	3.04	3.21	3.48	2.82	3.04	3.65	2.79	3.10
Jefais des choix en fonction de mes propres objectifs.	3.05	3.45	3.16	3.37	3.45	3.07	3.19	3.57	3.05	3.24

Note : Une mise en forme conditionnelle vert-blanc-rouge a été appliquée aux résultats : rouge plus foncé = score inférieur ; vert plus foncé = score plus élevé.

b. Relations sociales

Les résultats relatifs aux relations sociales comptent parmi les plus élevés de l'ensemble de l'analyse, avec des moyennes globales proches de 3,2/4 sur l'échelle de perception utilisée comme repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6. Perception des participants par rapport aux relations sociales

	Partenaire		Genre		Thématique		Territoire			Moyenne (n=187)
	ADED (n=100)	ASCEN (n=87)	Féminin (n=120)	Masculin (n=67)	Citoyenneté (n=80)	Employabilité (n=107)	Bukavu (n=27)	Goma (n=60)	Nyiragongo (n=100)	
C07. Relations sociales										
Avez-vous amélioré vos relations avec les autres (pairs, famille, communauté) ?	3.04	3.37	3.13	3.30	3.36	3.07	3.07	3.50	3.04	3.19
Mes relations avec les autres se sont améliorées.	3.11	3.43	3.22	3.33	3.41	3.14	3.07	3.58	3.11	3.26
Je communique plus facilement mes idées et mes besoins.	2.79	3.21	2.89	3.15	3.23	2.80	2.89	3.35	2.79	2.98
Je gère mieux les conflits avec les autres.	3.20	3.34	3.24	3.31	3.35	3.21	3.07	3.47	3.20	3.27
Je me sens plus respecté(e) dans mes relations.	3.18	3.41	3.26	3.34	3.43	3.19	3.00	3.60	3.18	3.29

Note : Une mise en forme conditionnelle vert-blanc-rouge a été appliquée aux résultats : rouge plus foncé = score inférieur ; vert plus foncé = score plus élevé.

Les scores les plus élevés concernent la perception d'un plus grand respect dans les relations sociales (3,29) et une meilleure gestion des conflits avec les autres (3,27). Les résultats indiquent également une amélioration des relations avec les pairs et l'entourage (3,26). En revanche, la capacité à communiquer plus facilement ses idées et ses besoins apparaît légèrement plus modérée (2,98), suggérant que cette compétence reste en cours de consolidation malgré les progrès observés.

Les jeunes interrogés soulignent également un renforcement de leur confiance en eux et de leur capacité à s'exprimer publiquement, notamment dans les espaces communautaires ou éducatifs. Plusieurs témoignages recueillis lors de l'enquête qualitative illustrent cette évolution :

« Quand j'ai intégré le programme en 2022, j'étais étudiant en communication mais sans une réelle motivation ; après la formation du programme sur les techniques de communication, j'avais été converti de la motivation à un passionné pour ce métier. »

« Grâce au programme, j'ai appris les outils multimédias, les compétences sans lesquelles je n'aurais intégré en 2024 la structure des veilleurs du web de l'UNICEF. »

Ces témoignages illustrent la manière dont le programme a contribué à renforcer les compétences relationnelles, la confiance en soi et la capacité des jeunes à interagir dans différents espaces sociaux et professionnels.

c. Influence communautaire

Les résultats indiquent également un renforcement du sentiment d'influence des jeunes au sein de leur communauté. Les scores moyens observés dépassent 3,2/4 pour plusieurs indicateurs, suggérant que les jeunes perçoivent une amélioration de leur capacité à agir et à être reconnus dans leur environnement social.

Les résultats montrent notamment que les jeunes se considèrent davantage comme des modèles positifs pour d'autres jeunes, avec un score moyen de 3,4/4, qui constitue l'un des scores les plus élevés de cette dimension. Les répondants indiquent également que leurs idées et opinions sont davantage prises en compte par leur entourage (3,25), traduisant une reconnaissance accrue de leur rôle au sein de la communauté.

En parallèle, les jeunes déclarent se sentir plus capables d'influencer positivement les décisions dans leur communauté (3,14) et de prendre des initiatives pour améliorer certaines situations locales (3,10). Ces résultats suggèrent que les activités du programme ont contribué à renforcer la confiance des jeunes dans leur capacité d'action collective et leur rôle d'acteurs de changement au niveau communautaire.

Toutefois, certaines variations territoriales apparaissent, les scores observés à Nyiragongo étant généralement plus élevés que dans les autres zones d'intervention, ce qui pourrait refléter des dynamiques locales ou des niveaux d'engagement différents dans les activités du programme.

Les résultats détaillés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 7. Perception des participants par rapport à l'influence communautaire

	Partenaire		Genre		Thématique		Territoire			Moyenne (n=187)
	ADED (n=100)	ASCEN (n=87)	Féminin (n=120)	Masculin (n=67)	Citoyenneté (n=80)	Employabilité (n=107)	Bukavu (n=27)	Goma (n=60)	Nyiragongo (n=100)	
C09. Influence positive sur la communauté (ASCEN)										
Êtes-vous devenu(e) plus capable d'influencer positivement votre communauté au cours de la dernière année?		3.15	3.13	3.18	3.16	3.00	2.81	3.30		3.15
Jeme sens plus capable d'influencer positivement les décisions dans ma communauté.		3.14	3.13	3.15	3.15	3.00	2.89	3.25		3.14
Les autres prennent davantage en compte mes idées ou opinions.		3.25	3.23	3.29	3.24	3.43	3.00	3.37		3.25
Jeprends l'initiative pour améliorer des situations dans ma communauté.		3.10	3.08	3.15	3.10	3.14	2.93	3.18		3.10
Jeme considère comme un modèle positif pour d'autres jeunes.		3.40	3.42	3.38	3.43	3.14	3.07	3.55		3.40

Note : Une mise en forme conditionnelle vert-blanc-rouge a été appliquée aux résultats : rouge plus foncé = score inférieur ; vert plus foncé = score plus élevé.

d. Autonomisation économique

Les données collectées lors de l'évaluation finale indiquent que le programme a contribué au renforcement de l'autonomisation économique des jeunes dans les zones d'intervention. À travers les centres d'apprentissage et les partenaires locaux, plusieurs jeunes ont été formés dans différents métiers porteurs tels que la mécanique automobile, la coupe et couture, l'esthétique, la décoration événementielle ou encore l'entrepreneuriat agricole.

Ces formations ont permis aux jeunes d'acquérir des compétences professionnelles directement mobilisables sur le marché du travail local. Les entretiens qualitatifs indiquent que certains participants parviennent aujourd'hui à générer *entre 40 et 200 USD par mois*, contribuant ainsi aux dépenses de leurs ménages et à leur autonomie personnelle.

Afin de préciser la portée des observations, les constats ci-dessous s'appuient sur des situations observées directement sur terrain et recoupées avec plusieurs entretiens, suggérant des tendances récurrentes. À Kibumba, au niveau du CAA, les consultants ont observé des jeunes engagés dans des activités agricoles appliquant effectivement les techniques promues par le programme, notamment l'enfouissement des résidus, le compostage et l'usage de biopesticides. Sur plusieurs parcelles visitées, ces pratiques étaient visibles (présence de fosses de compost, organisation des planches culturales, utilisation de solutions naturelles de traitement), avec des rendements jugés meilleurs par les exploitants eux-mêmes. Ces observations corroborent une dynamique plus large d'appropriation des techniques agroécologiques chez les jeunes actifs dans cette filière.

Par ailleurs, au sein de l'AVEC TUENDELEYE, les consultants ont rencontré des jeunes ayant diversifié leurs sources de revenus grâce aux mécanismes d'épargne et de crédit. L'un des cas observés présentait une combinaison d'activités incluant la vente de produits phytosanitaires, l'élevage caprin (avec un cheptel d'environ cinq têtes) et l'exploitation d'un champ de pommes de terre d'environ un hectare. Cette diversification, confirmée par l'observation des actifs et des activités en cours, illustre une tendance observée chez plusieurs membres de l'AVEC, où l'accès au crédit facilite le développement progressif d'un portefeuille d'activités économiques.

Les témoignages suivants illustrent ces transformations :

Une jeune, formée en mécanique automobile, explique :

« Je suis venue de nulle part. Je n'avais aucune perspective claire pour mon avenir. Grâce au programme, j'ai été formée en mécanique automobile ; Aujourd'hui, j'ai un emploi dans une grande société, SOTRAKI ou je suis assistante mécanicienne. Cela m'a donné confiance et surtout un espoir pour l'avenir.¹⁰ »

De son côté, une jeune orpheline de père, témoigne également de l'impact du programme sur sa vie en ces termes :

¹⁰ FGD avec les participants de PHA

« Avant, j'étais dans la désolation. Mais quand je suis arrivée au centre PHA grâce à ASCEN et KIYO, j'ai beaucoup appris. Les compétences professionnelles que j'ai acquises m'ont permis de trouver un emploi. Aujourd'hui, je peux aider ma mère et prendre en charge ma petite sœur, qui est fille-mère, ainsi que son enfant.¹¹ »

Un jeune converti en entrepreneur dans l'agriculture :

« Avant, les jeunes de notre communauté ne pouvaient s'intéresser à l'agriculture, considérant que c'est une activité réservée aux vieux. Mais grâce au programme DGD22-26, nous avons commencé à s'intéresser à l'agriculture qui nous permet aujourd'hui de générer des revenus en mettant en valeur nos champs avec les semences ainsi que les compétences reçues d'ADED¹².

Les résultats de l'enquête confirment ces évolutions en montrant une amélioration des compétences entrepreneuriales et de la capacité des jeunes à identifier des opportunités économiques. Les scores moyens observés pour les indicateurs liés à l'emploi et à l'auto-emploi se situent autour de 3,0 à 3,1 sur l'échelle de perception utilisée.

Les jeunes déclarent notamment avoir développé des compétences entrepreneuriales (3,13) et se sentir davantage capables de lancer ou développer une activité génératrice de revenus (3,14). Les résultats indiquent également une amélioration de la capacité à générer un revenu par leurs propres moyens (3,12) et à identifier des opportunités économiques (2,97).

Tableau 8. Perception des participants par rapport à l'autonomisation économique

	Partenaire		Genre		Thématique		Territoire			Moyenne (n=187)
	ADED (n=100)	ASCEN (n=87)	Féminin (n=120)	Masculin (n=67)	Citoyenneté (n=80)	Employabilité (n=107)	Bukavu (n=27)	Goma (n=60)	Nyiragongo (n=100)	
C1.1. Compétences entrepreneuriales (emploi / auto-emploi)										
Avez-vous développé des compétences entrepreneuriales (emploi ou auto-emploi)	3.02	3.26	3.08	3.22	3.29	3.02	2.78	3.48	3.02	3.13
Jeme sens plus capable de générer un revenu par mes propres moyens.	3.04	3.22	3.12	3.13	3.24	3.04	2.63	3.48	3.04	3.12
J'ai acquis des compétences utiles pour trouver ou créer un emploi.	2.86	3.22	3.00	3.07	3.23	2.88	2.89	3.37	2.86	3.03
Jesais mieux identifier des opportunités économiques.	2.72	3.25	2.89	3.10	3.26	2.75	2.96	3.38	2.72	2.97
Jeme sens plus confiant(e) pour lancer ou développer une AGR	3.00	3.30	3.08	3.24	3.31	3.01	2.85	3.50	3.00	3.14

Note : Une mise en forme conditionnelle vert-blanc-rouge a été appliquée aux résultats : rouge plus foncé = score inférieur ; vert plus foncé = score plus élevé.

Pratiquement, la grande majorité des jeunes interrogés (85,6 %) déclarent exercer une activité génératrice de revenus. Cette proportion est globalement similaire entre les femmes (85,8 %) et les hommes (85,1 %), suggérant une participation relativement équilibrée des deux sexes dans les activités économiques. Des différences territoriales apparaissent toutefois. La proportion de jeunes disposant d'une activité génératrice de revenus est plus élevée à Nyiragongo (91,0 %) et à Goma (81,7 %), tandis qu'elle est plus faible à Bukavu (74,1 %). Par ailleurs, le statut de résidence semble influencer l'accès aux activités économiques :

¹¹ Entretien et observation auprès d'une jeune participante.

¹² FGD avec les participants du CAA BUHUMBA.

Les jeunes issus dans les communautés locales (CoLo) présentent les taux les plus élevés (92,6 %), suivis des populations d'accueil (82,0 %), tandis que les jeunes déplacés internes (PDI) affichent une proportion plus faible (75,0 %).

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que, bien que la majorité des jeunes soient engagés dans des activités économiques, des disparités persistent selon les territoires et les statuts de résidence comme on peut l'observer dans la figure ci-dessous :

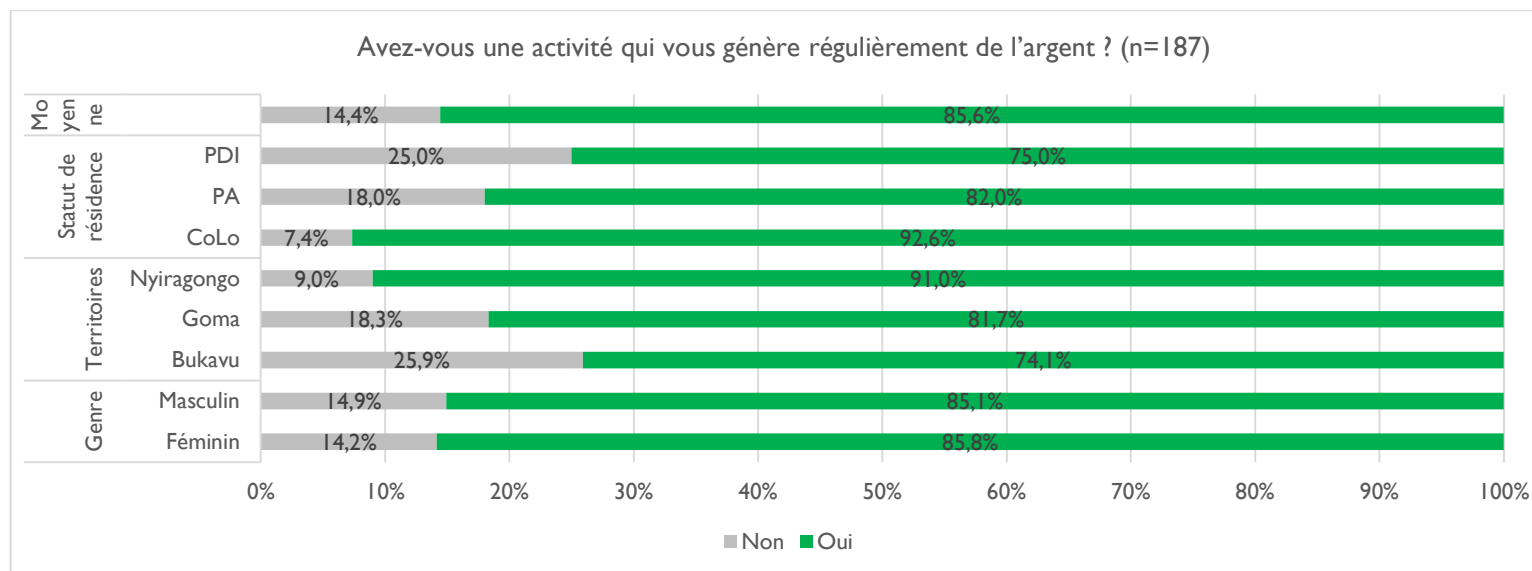


Figure 5. Avez-vous une activité qui vous génère régulièrement de l'argent ? (n=187)

Par rapport à l'accès aux ressources financières, plusieurs jeunes interrogés (73,3 %) ont confirmé être membres d'une AVEC, ce qui souligne le rôle important de ces structures dans l'accompagnement économique des jeunes. Parmi les membres d'AVEC, 83,9 % déclarent avoir sollicité et obtenu un crédit, indiquant que ces mécanismes facilitent l'accès aux ressources financières nécessaires au développement d'activités économiques.

3.1.5. Renforcement des capacités d'influence

De plus, le projet a contribué au renforcement des capacités d'influence et de participation citoyenne des jeunes au niveau communautaire. Plusieurs jeunes formés dans le cadre du programme occupent désormais des rôles de leadership local. Par exemple, un jeune leader du groupe des jeunes reporters de Bukavu¹³ est devenu chef d'avenue adjoint, tandis qu'un autre a été élu président du comité local des enfants. Dans le quartier Ndoshho, un membre du club des jeunes est également devenu coordonnateur de la jeunesse du quartier.

¹³ FGD avec les participants du Groupe des jeunes reporters de Bukavu

Ces évolutions témoignent d'un renforcement réel de l'engagement citoyen des jeunes, même si cet impact reste principalement observé au niveau local. Jusqu'à présent, le programme n'a pas permis de positionner des jeunes dans des structures d'influence au niveau provincial ou national. Par ailleurs, le contexte sécuritaire et l'occupation de certaines zones par des autorités de facto ont réduit l'espace civique, limitant les possibilités d'engagement public et conduisant certains acteurs communautaires à éviter des activités de plaidoyer par crainte de représailles.

Les résultats de l'enquête confirment cette évolution positive des capacités citoyennes des jeunes. Les dimensions liées à la conscience des droits, à l'engagement communautaire et à la diversité et l'inclusion présentent des scores moyens compris entre 2,9 et 3,3 sur l'échelle de perception utilisée.

Les résultats les plus élevés concernent la diversité et l'inclusion, avec des scores proches de 3,3, indiquant que les jeunes se sentent davantage à l'aise dans des interactions avec des personnes d'origines différentes et plus enclins à défendre l'égalité et le respect entre les individus. Les indicateurs relatifs à l'engagement communautaire montrent également une progression notable, notamment en ce qui concerne la participation aux activités communautaires et la prise de parole sur des sujets concernant les jeunes.

En revanche, les scores liés à la conscience des enjeux globaux apparaissent légèrement plus modérés, suggérant que ces thématiques restent moins ancrées dans les pratiques quotidiennes des jeunes que les dimensions liées à l'engagement local.

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que le programme a contribué à renforcer la conscience citoyenne et la participation communautaire des jeunes, tout en mettant en évidence les contraintes structurelles et contextuelles qui limitent encore l'élargissement de leur influence au-delà du niveau local.

Lors des visites à Bukavu et Goma, les consultants ont constaté l'implication directe de plusieurs jeunes formés dans des fonctions locales de leadership. À titre illustratif, certains jeunes issus des dispositifs du programme occupent désormais des rôles reconnus dans leurs communautés, notamment comme chef d'avenue adjoint, président d'un comité local d'enfants ou encore coordonnateur de la jeunesse au niveau du quartier. Cette évolution s'est traduite par une participation plus structurée des jeunes dans les instances locales de prise de décision, bien que cette influence reste encore confinée à l'échelle communautaire.

À Ndosho, l'observation des dynamiques locales a également mis en évidence le rôle central du club des jeunes dans l'organisation des travaux communautaires. Les cadres de base du quartier sollicitent régulièrement cette structure pour la planification et la mise en œuvre d'activités de développement local, traduisant un changement tangible dans la reconnaissance du rôle des jeunes comme acteurs de développement.

Par ailleurs, l'analyse des initiatives portées par les jeunes a révélé des formes d'engagement citoyen innovantes, notamment à travers des outils de communication communautaire. Le groupe théâtral « Baron », suivi par une audience locale importante (plus de 19 800 abonnés en six mois), illustre une capacité accrue des jeunes à influencer les perceptions sociales et à mobiliser la communauté autour de thématiques citoyennes.

Toutefois, ces dynamiques restent limitées par le contexte sécuritaire. Dans certaines zones, la présence d'autorités de facto a restreint l'espace civique, conduisant à une prudence accrue des acteurs dans les activités de plaidoyer.

Ces observations confirment que les changements induits sont réels et visibles au niveau local, tout en soulignant les contraintes structurelles qui freinent leur extension à des niveaux plus larges.

Ces données sont supportées par les perceptions des jeunes par rapport à la conscience des droits, l'engagement communautaire, la diversité, l'inclusion et la conscience sur les enjeux globaux comme repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9. Perception des participants par rapport au renforcement des capacités d'influence

	Partenaire		Genre		Thématique		Territoire			Moyenne (n=187)
	ADED (n=100)	ASCEN (n=87)	Féminin (n=120)	Masculin (n=67)	Citoyenneté (n=80)	Employabilité (n=107)	Bukavu (n=27)	Goma (n=60)	Nyiragongo (n=100)	
C01. Conscience des droits										
Êtes-vous devenu(e) plus conscient(e) de vos droits au cours de la dernière année.	2.73	3.14	2.86	3.03	3.15	2.75	3.04	3.18	2.73	2.92
Jecomprends mieux quels sont mes droits en tant que jeune dans mon pays.	2.58	3.13	2.73	3.03	3.13	2.62	3.11	3.13	2.58	2.83
Jesais vers qui me tourner si mes droits ne sont pas respectés.	2.61	3.03	2.75	2.91	3.06	2.62	2.93	3.08	2.61	2.81
Jeme sens légitime de défendre mes droits ou ceux des autres.	2.72	3.15	2.78	3.18	3.18	2.73	3.04	3.20	2.72	2.92
Jereconnais plus facilement des situations d'injustice qu'avant.	2.68	3.24	2.89	3.03	3.25	2.71	3.07	3.32	2.68	2.94
C02. Engagement communautaire										
Êtes-vous devenu(e) plus engagé(e) dans votre communauté au cours de la dernière année.	2.85	3.13	2.96	3.01	3.14	2.86	2.89	3.23	2.85	2.98
Jeparticipe plus activement aux activités de ma communauté.	2.66	3.10	2.78	3.01	3.09	2.70	2.96	3.17	2.66	2.87
Jeprends davantage la parole sur des sujets qui concernent les jeunes.	2.85	3.23	2.95	3.16	3.25	2.86	3.07	3.30	2.85	3.03
Jeme sens utile au sein de ma communauté.	2.99	3.38	3.08	3.34	3.41	2.99	3.00	3.55	2.99	3.17
Jem'implique lorsque des problèmes communautaires se posent.	2.74	2.93	2.74	2.99	2.93	2.76	2.70	3.03	2.74	2.83
C03. Diversité et l'inclusion										
Êtes-vous devenu(e) plus conscient(e) de la diversité (culture, genre, origine sociale, etc.).	3.22	3.37	3.24	3.37	3.38	3.22	3.07	3.50	3.22	3.29
Jesuis plus à l'aise avec des personnes différentes de moi (culture, genre, origine).	3.05	3.53	3.21	3.39	3.54	3.07	3.19	3.68	3.05	3.27
Jerespecte davantage les opinions et modes de vie différents.	2.89	3.45	3.11	3.22	3.49	2.90	3.26	3.53	2.89	3.15
Jeremets plus souvent en question les stéréotypes ou discriminations.	3.26	3.34	3.26	3.37	3.35	3.26	3.00	3.50	3.26	3.30
Jedéfends plus facilement le respect et l'égalité entre personnes.	3.23	3.36	3.22	3.42	3.36	3.23	3.07	3.48	3.23	3.29
C04. Conscience sur les enjeux globaux										
Êtes-vous devenu(e) plus conscient(e) des problèmes mondiaux et de la situation de la planète.	2.75	3.03	2.86	2.93	3.06	2.75	2.89	3.10	2.75	2.88
Jem'intéresse davantage aux problèmes qui touchent les jeunes ailleurs.	2.75	2.93	2.77	2.96	2.93	2.77	3.04	2.88	2.75	2.83
Jecomprends mieux les liens entre les problèmes locaux et mondiaux.	2.43	2.98	2.60	2.84	3.00	2.45	3.04	2.95	2.43	2.68
Jeme sens concerné(e) par les défis globaux (conflits, climat, inégalités).	2.90	3.15	2.94	3.15	3.15	2.92	3.07	3.18	2.90	3.02
Jediscute plus souvent de ces enjeux avec d'autres jeunes.	2.99	3.11	2.98	3.16	3.11	3.00	3.00	3.17	2.99	3.05

Note : Une mise en forme conditionnelle vert-blanc-rouge a été appliquée aux résultats : rouge plus foncé = score inférieur ; vert plus foncé = score plus élevé.

3.1.6. Renforcement des structures communautaires et inclusion sociale

Le programme a également contribué au renforcement des structures communautaires accompagnant les jeunes et à la promotion de dynamiques inclusives au sein des communautés d'intervention. Afin de mieux rendre compte des dynamiques observées, l'analyse distingue les principaux types d'acteurs soutenus par le programme, en mettant en évidence leurs fonctions spécifiques, les modalités de renforcement appliquées ainsi que leurs niveaux de performance et de durabilité. Ce renforcement des structures communautaires constitue un élément central de la stratégie du programme, notamment à travers l'approche CPPC (Conscientisation, Participation, Protection, Compétences), mobilisée pour créer des environnements d'apprentissage favorables à l'autonomisation des jeunes.

Contrairement à une approche segmentée, le cadre CPPC est mobilisé de manière intégrée au sein de chaque structure. Le renforcement ne se limite pas à une seule dimension, mais vise le développement simultané de la conscientisation, de la participation, de la protection et des compétences, à travers différentes modalités d'accompagnement (formations, encadrement, animation, suivi).

Tableau 10. Analyse comparative des types de structures communautaires soutenues

Type de structure	Rôle dans le programme	Modalités d'accompagnement	Renforcement selon le cadre CPPC	Résultats observés	Limites spécifiques
CAA (Centres d'Apprentissage Agricole)	Formation agricole pratique et démonstrative	Formations pratiques en agroécologie, démonstrations sur site et encadrement technique rapproché	<ul style="list-style-type: none"> Conscientisation : sensibilisation aux droits, à l'environnement et valorisation de l'agriculture Participation : implication des jeunes dans les cycles de production Protection : encadrement technique sécurisé sur les sites Compétences : techniques agroécologiques + gestion d'initiative 	Pratiques visibles (compostage, biopesticides), appropriation réelle, engagement actif des jeunes	Reconnaissance institutionnelle partielle (autorisation provinciale existante), mais absence de certification officielle reconnue au niveau territorial.
Structures d'encadrement professionnel (SEP) : ASCEN, ADED, PHA)	Formation aux métiers et insertion professionnelle	Modules structurés, approches pédagogiques participatives et encadrement continu des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> Conscientisation : développement personnel, projet de vie Participation : méthodes interactives (stages, échanges) Protection : environnement d'apprentissage structuré et encadré Compétences : compétences métiers + compétences de vie (communication, discipline) 	Modules visibles ; insertion partielle ; évolution des attitudes	Dépendance financière ; saturation de certaines filières
AVEC	Inclusion financière et soutien aux AGR	Formations en gestion financière, structuration des AVEC et suivi régulier des activités	<ul style="list-style-type: none"> Conscientisation : éducation financière, responsabilisation économique 	Activités diversifiées ; autonomie financière progressive	Capacité financière limitée ; gestion encore informelle

Type de structure	Rôle dans le programme	Modalités d'accompagnement	Renforcement selon le cadre CPPC	Résultats observés	Limites spécifiques
			<ul style="list-style-type: none"> Participation : gestion collective des fonds et prise de décision Protection : mécanismes internes de régulation (règles, solidarité) Compétences : gestion financière + compétences entrepreneuriales et sociales 		
Clubs de jeunes / structures citoyennes	Engagement civique et participation communautaire	Animation communautaire, encadrement des jeunes et création d'espaces sécurisés d'expression	<ul style="list-style-type: none"> Conscientisation : droits, citoyenneté, rôle des jeunes Participation : organisation d'activités communautaires et espaces de dialogue Protection : espaces d'expression sécurisés Compétences : leadership, communication, plaidoyer 	Reconnaissance locale ; implication dans les actions communautaires	Influence limitée à l'échelle locale ; contraintes sécuritaires
Groupes médias / culturels (radio, théâtre)	Sensibilisation et mobilisation sociale	Encadrement technique, appui à la production de contenus et opportunités de diffusion	<ul style="list-style-type: none"> Conscientisation : diffusion de messages citoyens Participation : production de contenus par les jeunes Protection : encadrement des espaces d'expression Compétences : communication, créativité, esprit critique 	Audience locale élevée ; influence communautaire observable	Faible structuration ; monétisation limitée

L'analyse comparative des différents types de structures met en évidence des dynamiques différenciées de performance et de durabilité.

Les structures fortement ancrées dans les communautés et reposant sur des mécanismes internes de fonctionnement (notamment les AVEC et certains clubs de jeunes) présentent des niveaux d'appropriation et de durabilité plus élevés. Les éléments complémentaires fournis par le partenaire ADED indiquent que ces structures disposent effectivement de documents officiels au niveau provincial, notamment des autorisations de fonctionnement délivrées par les autorités compétentes, ainsi que des actes relatifs à l'accès et à l'utilisation des terres. Les CAA sont par ailleurs placés sous la supervision de l'Inspection de la formation professionnelle et des métiers dans leurs zones respectives. Ces éléments témoignent d'un niveau de formalisation plus avancé que ce qui avait initialement été observé lors de la collecte, bien que certaines limites persistent en matière de reconnaissance formelle des certifications délivrées au niveau national.

Par ailleurs, les activités collectives et les dispositifs structurés offrent un potentiel important en termes d'apprentissage et d'impact, mais leur viabilité dépend fortement de l'accompagnement externe et de la capacité à couvrir les coûts fixes. À l'opposé, les AGR plus légères et flexibles, bien que parfois moins structurées, semblent mieux résister aux contraintes contextuelles.

Ces éléments soulignent que la durabilité des résultats ne dépend pas uniquement du niveau de renforcement des capacités, mais également du modèle de fonctionnement des structures, de leur ancrage local et de leur dépendance aux ressources externes.

Au-delà des spécificités propres à chaque type de structure, l'analyse met en évidence quelques dynamiques transversales observées à travers l'ensemble des acteurs communautaires.

a. Gouvernance et crédibilité des structures

Le projet a contribué à structurer plusieurs organisations de jeunes et structures communautaires. Les avancées observées concernent notamment la mise en place d'organes de coordination, l'organisation de réunions régulières et l'amélioration de la planification des activités communautaires.

Ces évolutions sont cohérentes avec les résultats de l'ITT relatifs au renforcement des capacités organisationnelles, qui dépassent les cibles fixées. Elles ont aussi contribué à renforcer la crédibilité de certaines structures auprès des autorités locales et des communautés, facilitant leur participation à des initiatives locales et à des espaces de concertation.

Toutefois, plusieurs organisations continuent de rencontrer des difficultés liées à l'absence de personnalité juridique, l'accès limité aux espaces institutionnels et une formalisation administrative encore insuffisante. Les jeunes interrogés ont ainsi recommandé que les futurs programmes soutiennent davantage la formalisation juridique et le renforcement organisationnel des structures locales.

b. Inclusion des personnes déplacées

Le programme a également contribué à renforcer la cohésion sociale entre les jeunes déplacés et les communautés d'accueil dans les zones d'intervention. Les formations, activités communautaires et initiatives collectives ont permis de réduire certaines tensions sociales et de favoriser la collaboration entre différents groupes de jeunes.

Plusieurs participants ont souligné que les activités du programme ont créé des espaces d'interaction et de dialogue, facilitant la participation conjointe des jeunes déplacés et des jeunes des communautés hôtes dans des initiatives économiques (AGR), sociales et citoyennes.

Dans un contexte marqué par des déplacements de population et des fragilités sociales, ces dynamiques ont contribué à renforcer la cohésion communautaire et les relations entre groupes de jeunes.

Les progrès observés en matière de cohésion sociale et d'inclusion sont également reflétés dans les indicateurs liés à la participation et à l'engagement des jeunes.

3.1.7. Défis rencontrés dans les actions de plaidoyer

Les données qualitatives indiquent que les efforts de plaidoyer ont été confrontés à plusieurs défis majeurs. Parmi les principaux obstacles identifiés figurent le contexte sécuritaire instable, l'occupation de certaines zones par des autorités de facto, les ressources financières limitées pour soutenir les initiatives de plaidoyer, ainsi que la faible mobilité des acteurs communautaires. À cela s'ajoute le manque de formalisation de certaines structures locales, qui limite leur capacité à interagir avec les autorités et à porter des revendications de manière institutionnelle.

Par ailleurs, la distance géographique entre certains partenaires et les structures locales a parfois réduit la fréquence des interactions et l'accompagnement de proximité. Plusieurs jeunes ont également évoqué la transition entre partenaires de mise en œuvre, notamment le passage d'OCET à ASCEN, estimant que l'éloignement géographique de la nouvelle structure d'accompagnement a parfois limité le suivi des activités locales¹⁴.

Les jeunes reporters de Bukavu ont notamment souligné l'absence d'appui logistique pour certaines activités, ce qui les a parfois contraints à financer eux-mêmes les déplacements et les réunions nécessaires à la conduite des activités de plaidoyer¹⁵.

Les résultats de l'enquête confirment ces défis. Les indicateurs relatifs à la participation au plaidoyer présentent les scores les plus faibles parmi les différentes dimensions analysées, avec des moyennes comprises entre 2,36 et 2,84 sur une échelle de 1 à 4. Les résultats montrent notamment que les jeunes se sentent encore relativement peu capables de participer activement à des actions de plaidoyer ou de mobilisation, les scores relatifs à ces dimensions se situant autour de 2,36.

Tableau 11. Auto-perception des participants sur la participation des jeunes au plaidoyer

	Partenaire	Genre		Thématique	Territoire	Moyenne (n=187)
	ADED (n=100)	Féminin (n=120)	Masculin (n=67)	Employabilité (n=107)	Nyiragongo (n=100)	
CI10. Participation au plaidoyer (ADED)						
Êtes-vous devenu(e) plus capable de participer à des actions de plaidoyer en faveur de...	2.36	2.16	2.76	2.36	2.36	2.36
Jeparticipe plus souvent à des actions de plaidoyer ou de mobilisation.	2.36	2.22	2.64	2.36	2.36	2.36
Jesais comment défendre une cause qui concerne les jeunes.	2.71	2.58	2.97	2.71	2.71	2.71
Jeme sens à l'aise pour exprimer des revendications auprès des autorités locales.	2.84	2.67	3.18	2.84	2.84	2.84
Jecollabore avec d'autres jeunes pour porter des messages collectifs.	3.05	2.94	3.27	3.05	3.05	3.05

Note : Une mise en forme conditionnelle vert-blanc-rouge a été appliquée aux résultats : rouge plus foncé = score inférieur ; vert plus foncé = score plus élevé.

En revanche, certains aspects apparaissent légèrement plus positifs. Les jeunes déclarent notamment mieux collaborer avec leurs pairs pour porter des messages collectifs (3,05) et se sentir relativement plus à l'aise pour exprimer leurs revendications auprès des autorités locales (2,84). Ces résultats suggèrent que, malgré les contraintes structurelles et sécuritaires, le programme a contribué à renforcer certaines capacités d'expression et de mobilisation collective, bien que leur traduction en actions de plaidoyer effectives demeure limitée.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que les contraintes contextuelles, institutionnelles et logistiques continuent de limiter l'engagement des jeunes dans les dynamiques de plaidoyer, malgré les compétences et la sensibilisation acquises dans le cadre du programme.

¹⁴ FGD avec les participants du Groupe des jeunes reporters de Bukavu

¹⁵ Idem

3.1.8. Résultats inattendus ou négatifs

Certains effets inattendus ont été observés notamment ;

- La disparition des responsables d'une AVEC, avec les épargnes des membres¹⁶.
- Fermeture temporaire de plusieurs AGR après l'occupation de la ville de Goma.
- Perte d'activités économiques suite à la fermeture des banques et entreprises.

Ces événements ont fragilisé certaines AGR des jeunes.

3.1.9 Mécanismes de changement et conditions de réussite

Les résultats observés en matière d'efficacité s'expliquent par la combinaison de plusieurs mécanismes interdépendants.

D'une part, l'approche intégrée du programme, combinant développement des compétences techniques, accompagnement individuel et engagement citoyen, a permis de répondre à la diversité des besoins des jeunes. Cette approche s'est révélée particulièrement efficace pour renforcer les capacités personnelles, sociales et professionnelles des participants.

D'autre part, l'ancrage communautaire du programme, à travers les acteurs locaux (AVEC, clubs de jeunes, centres d'apprentissage), a facilité l'appropriation des activités et leur mise en œuvre dans des contextes variés. Les résultats les plus solides sont observés dans les environnements où ces structures sont fonctionnelles et actives.

Le mentorat et l'accompagnement de proximité ont également joué un rôle déterminant, en permettant aux jeunes de s'approprier progressivement les compétences acquises et de les traduire en initiatives concrètes. Les données montrent que les jeunes les plus engagés dans ces dispositifs présentent les résultats les plus élevés.

Toutefois, la consolidation des résultats reste fortement dépendante du contexte, notamment des conditions économiques et sécuritaires, ainsi que du niveau de suivi post-formation. Les limites observées, en particulier sur les AGR, reflètent moins un déficit de capacités qu'une difficulté à stabiliser les activités dans un environnement contraint.

3.1.10 Facteurs influençant les résultats

Les résultats de l'enquête indiquent que les activités du projet constituent le principal facteur ayant influencé les changements observés chez les jeunes, mentionnées par 46 % des répondants. Cette tendance est particulièrement marquée à Goma (55 %) et Nyiragongo (51 %), confirmant le rôle central des formations, du mentorat et des activités d'apprentissage proposées par le programme dans les transformations rapportées par les participants. D'autres facteurs ont également contribué aux changements, notamment l'influence des animateurs et mentors (15 %), le soutien d'autres jeunes (12 %) ainsi que les expériences liées à l'école ou à la formation (12 %). En revanche, les facteurs externes tels que la famille (4 %) ou les médias et réseaux sociaux (6 %) apparaissent moins déterminants. Ces résultats suggèrent que les transformations observées sont principalement associées aux dynamiques d'apprentissage et d'accompagnement mises en place par le programme lui-même.

L'analyse des résultats met en évidence que les changements observés s'expliquent par une combinaison de facteurs liés aux choix stratégiques du programme, aux modalités de mise en œuvre et aux contraintes contextuelles. Afin de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre, l'analyse distingue : (i) les facteurs ayant favorisé l'atteinte des résultats, (ii) les facteurs ayant limité leur consolidation, ainsi que (iii) les interactions entre ces différents éléments. Cette approche permet d'identifier non seulement ce qui a fonctionné, mais aussi pour quels publics et dans quelles conditions, en mettant en évidence les leviers d'action et les contraintes spécifiques. Les facteurs analysés sont ainsi structurés selon trois niveaux : les choix stratégiques du programme, les modalités de mise en œuvre et les facteurs contextuels, afin de mieux isoler leur influence respective sur les résultats observés.

¹⁶ Il s'agit de l'AVEC WAMINIFU constitué par les jeunes issues de la coupe-couture et ceux issues de la formation en mécanique, malheureusement dont ses leaders avaient disparu avec toutes les épargnes de membres d'environ 6 mois

a. Analyse des Facteurs favorables

Tableau 12. Analyse des facteurs favorables

Catégorie	Facteurs	Mécanismes explicatifs	Effets sur les résultats
Choix stratégiques	Pertinence des formations (techniques et compétences de vie)	L'approche combinée (compétences techniques + conscientisation + citoyenneté) a permis une transformation plus complète des jeunes. Elle a particulièrement bien fonctionné auprès des jeunes peu scolarisés ou sans emploi, en leur donnant à la fois un métier et une capacité d'expression.	Forte progression des compétences et de la confiance en soi (46 % attribuent les changements au projet)
	Utilisation de la radio communautaire	Stratégie adaptée au contexte local où la radio est plus crédible que les réseaux sociaux. Elle a permis d'élargir l'impact au-delà des participants directs et ceux sans smartphone pour accéder aux réseaux sociaux.	Renforcement de la conscientisation collective et de la participation
Modalités de mise en œuvre	Mentorat et accompagnement de proximité	Les interactions régulières avec les animateurs ont facilité l'appropriation des contenus. Les jeunes les plus suivis (ex : reporters, groupes des jeunes actifs) ont montré de meilleurs résultats.	Résultats plus élevés chez les jeunes fortement engagés
	Implication des acteurs communautaires	Les structures locales ont servi de relais, mais leur capacité inégale a influencé la qualité des résultats. Là où les structures étaient solides, les résultats sont plus durables.	Résultats hétérogènes selon les zones et les acteurs
Facteurs contextuels favorables	Dynamique de groupe entre jeunes	L'apprentissage collectif et l'émulation entre pairs ont renforcé l'engagement, notamment dans les clubs et groupes d'activités.	Renforcement de la participation (12 %)

b. Analyse des Facteurs limitants

Tableau 13. Analyse des facteurs limitants

Catégorie	Facteurs	Mécanismes explicatifs	Effets sur les résultats
Facteurs contextuels	Insécurité persistante et déplacements des populations	Les déplacements forcés ont désorganisé les dynamiques d'apprentissage et les activités économiques. Les jeunes ayant développé des AGR dans des zones stables (ex : camps avec forte affluence) ont perdu leur clientèle après relocalisation.	Baisse des revenus, interruption ou abandon des AGR
	Fermeture des banques et ralentissement économique	L'absence d'accès aux services financiers a limité la capacité d'investissement et de relance des AGR. Les jeunes avec de faibles capitaux ont été les plus affectés.	Faible croissance des activités économiques
	Occupation des zones du programme par des autorités de facto	Restriction des espaces d'expression et de participation. Les actions de plaidoyer et certaines activités communautaires ont été freinées.	Réduction de l'engagement citoyen
Limites des choix stratégiques	Saturation de certaines filières (couture, coiffure...)	Le choix de filières accessibles mais déjà fortement exploitées a limité les opportunités économiques, surtout en milieu urbain.	Concurrence accrue, revenus faibles
	Faible diversification économique	Concentration des jeunes dans des activités similaires sans étude approfondie du marché local.	Vulnérabilité économique accrue
Limites de mise en œuvre	Accompagnement post-formation insuffisant	Après les formations, le suivi technique et financier reste limité. Certains jeunes ne parviennent pas à structurer ou développer leurs activités.	Difficulté à atteindre un niveau stable de revenus
	Ressources financières limitées	Les appuis (AGR, formations, activités) n'ont pas toujours couvert tous les besoins ni tous les participants.	Impact inégal entre les jeunes

	Coordination et proximité des partenaires	L'éloignement géographique de certains partenaires (ex : Goma vs Bukavu) a réduit la qualité de l'encadrement et de l'interaction avec les jeunes.	Faible appropriation dans certains groupes ¹⁷
Limites organisationnelles locales	Faible structuration de certaines structures communautaires	L'absence de reconnaissance légale ou de moyens organisationnels limite leur accès aux opportunités et leur capacité d'action.	Faible influence institutionnelle et durabilité réduite

Dans l'ensemble, l'analyse montre que les résultats les plus solides sont observés lorsque les choix stratégiques du programme (approche intégrée, utilisation de canaux adaptés), les modalités de mise en œuvre (accompagnement de proximité, implication des acteurs locaux) et les conditions contextuelles sont alignés. À l'inverse, les limites apparaissent principalement lorsque ces dimensions sont désalignées, notamment lorsque des contraintes contextuelles fortes (insécurité, fermeture des marchés) se combinent avec des limites dans la consolidation des activités (suivi post-formation insuffisant, dépendance aux financements). Ces éléments permettent d'identifier des leviers d'amélioration concrets, en particulier en matière de diversification économique, de renforcement du suivi post-formation et d'adaptation des approches aux contextes locaux.

3.1.11 Analyse et validation des scores de performance

Les scores de performance attribués par KIYO (C → A → C → A) reflètent une évolution marquée par des phases d'amélioration et de recul au cours du programme. Les rapports annuels mettent en avant une progression globale des résultats, notamment en matière de renforcement des capacités des acteurs et de participation des jeunes, tout en signalant certaines difficultés ponctuelles liées à des indicateurs en deçà des seuils attendus.

Les résultats de l'évaluation confirment ces tendances. D'une part, ils mettent en évidence des niveaux élevés de performance sur les dimensions liées aux capacités des partenaires, des acteurs communautaires et à la qualité des environnements d'apprentissage, avec des indicateurs dépassant les cibles (notamment O.1, O.2 et 3.1). Ces constats sont cohérents avec les appréciations positives rapportées dans les différentes années du programme.

D'autre part, l'évaluation met en évidence des résultats plus contrastés en ce qui concerne l'autonomisation effective des jeunes. L'indicateur O.3 atteint 78 % de la cible à l'Endline, avec des écarts entre filles et garçons (76 % et 82 %). Les données qualitatives montrent que, malgré l'acquisition de compétences et la mise en place d'activités économiques, certains jeunes rencontrent des difficultés à stabiliser leurs activités dans le temps, en lien avec les contraintes du contexte déjà mentionnées dans les rapports de KIYO.

Les observations de terrain confirment également que les résultats sont plus consolidés dans les environnements où l'accompagnement a été régulier et structuré, ce qui rejoint les éléments mis en avant dans les rapports annuels concernant l'importance du suivi et de l'encadrement des jeunes.

Dans l'ensemble, l'analyse confirme les tendances rapportées par KIYO, avec des niveaux de performance élevés sur plusieurs dimensions du programme. Elle met toutefois en évidence une différenciation entre les résultats liés aux dispositifs d'accompagnement, qui apparaissent solides, et ceux liés à l'autonomisation économique des jeunes, qui restent plus sensibles aux contraintes du contexte.

¹⁷ Il s'agit ici des certains jeunes du Groupe des jeunes reporters de Bukavu et Katana qui se sont à un certain moment isolé de la structure d'accompagnement lorsque OCET a été écarté du programme et dont la majorité n'a pas bénéficié des actions des AGR.

3.2. Impact du programme

L'analyse de l'impact vise à apprécier les changements significatifs observés dans la vie des participants et dans les dynamiques communautaires à la suite de la mise en œuvre du programme KIYO. Les données issues des entretiens individuels, des focus groups et des outils d'évaluation de l'autonomisation indiquent que le projet a contribué à générer plusieurs transformations importantes, tant au niveau individuel que communautaire. Ces transformations concernent principalement la participation citoyenne des jeunes, leur insertion économique, l'évolution des relations sociales dans les communautés ainsi que le renforcement de l'autonomisation des jeunes, notamment des jeunes femmes.

Au-delà des effets observés chez les jeunes, l'impact du programme se manifeste de manière structurante au niveau des acteurs communautaires, avec des dynamiques différenciées selon les types de structures.

Au niveau des structures d'encadrement professionnel (ASCEN et ADED), le programme a permis une amélioration notable des pratiques pédagogiques et organisationnelles. Les centres d'apprentissages visités présentent des dispositifs de formation plus structurés, intégrant des dimensions transversales (genre, développement personnel, citoyenneté). Cet impact renforce leur capacité à accompagner durablement les jeunes, bien que leur dépendance financière reste un facteur de fragilité.

Pour les Centres d'Apprentissage Agricole (CAA), l'impact est davantage technique que structurel. Les capacités de formation en agroécologie sont renforcées et visibles sur terrain. Les AVEC présentent un impact élevé en termes de durabilité. Leur fonctionnement autonome, basé sur des mécanismes endogènes d'épargne et de crédit, permet une continuité des activités au-delà du projet. Elles constituent un levier solide d'inclusion économique locale.

Enfin, les clubs de jeunes et structures citoyennes ont vu leur légitimité renforcée au niveau local, avec une reconnaissance accrue par les autorités communautaires. Leur capacité à mobiliser et organiser des actions collectives constitue un acquis important, bien que leur influence reste limitée à l'échelle locale.

Ainsi, l'impact du programme sur les structures révèle un potentiel réel de durabilité, mais inégal selon leur niveau de formalisation, d'autonomie et d'ancrage institutionnel.

3.2.1 Participation et leadership des jeunes

L'un des impacts les plus visibles du programme concerne le renforcement de la citoyenneté active et la participation des jeunes dans les espaces communautaires. Les formations dispensées dans le cadre du programme, notamment sur les techniques de communication, le plaidoyer, les droits et devoirs du citoyen ainsi que la production d'émissions radio, ont contribué à développer chez les jeunes une plus grande confiance en eux et une meilleure capacité d'expression publique.

Dans plusieurs communautés, les jeunes ayant participé au programme ont progressivement acquis l'assurance nécessaire pour prendre la parole dans les réunions communautaires, participer aux discussions locales et défendre les intérêts de leurs pairs. Plusieurs participants ont indiqué qu'avant leur participation au programme, ils hésitaient à s'exprimer devant les autorités locales ou devant les membres de la communauté, par peur ou par manque de compétences.

Au-delà de cette participation accrue, l'évaluation a également mis en évidence l'émergence de nouveaux leaderships communautaires parmi les jeunes participants. Dans certaines localités, des jeunes formés dans le cadre du programme occupent aujourd'hui des responsabilités au sein de leurs communautés. Par exemple, un participant au programme a été élu chef d'avenue adjoint dans sa localité, tandis qu'un autre jeune est devenu président du comité local des enfants dans la ville de Bukavu. Ces évolutions témoignent d'une reconnaissance progressive du rôle des jeunes dans la gouvernance locale et d'un renforcement de leur légitimité sociale au sein des communautés.

3.2.2 Réinsertion économiques

Le programme a contribué de manière structurée à la réinsertion économique des jeunes à travers des parcours différenciés selon les filières, combinant formation, appui en équipements et accompagnement technique.

Dans l'entrepreneuriat agricole, les CAA de Kibumba et Buvira ont formé et accompagné 500 jeunes entre 2023 et 2025.¹⁸ Les observations de terrain montrent que les jeunes engagés dans la production de pommes de terre, haricot et maïs génèrent en moyenne 60 à 120 USD par saison culturale, avec des pics plus élevés pour ceux ayant accès à des superficies plus importantes ou à des techniques améliorées (compostage, enfouissement, biopesticides). Toutefois, ces revenus restent irréguliers et dépendants du cycle agricole.

Dans la mécanique automobile, 53 jeunes formés affichent une insertion moyennement stable¹⁹. Ceux employés dans des garages ou entreprises locales perçoivent en moyenne 50 à 100 USD par mois, tandis que les indépendants débutants oscillent entre 30 et 60 USD, selon la clientèle et l'accès aux équipements.

En coupe et couture, les 25 bénéficiaires appuyés génèrent des revenus moyens de 40 à 70 USD par mois, avec des variations selon la demande locale et la concurrence.²⁰ Les activités en esthétique et décoration événementielle (moins structurées) rapportent en moyenne 30 à 50 USD mensuels, souvent de manière intermittente.

Dans l'ensemble, ces revenus, bien que modestes, constituent une contribution significative aux ménages. Ils traduisent surtout un premier niveau d'autonomie économique, encore fragile mais réel, dépendant des dynamiques de marché et du contexte local.

3.2.3 Transformation sociale dans les communautés

Les données recueillies lors de l'évaluation suggèrent que le programme a également contribué à certaines transformations sociales dans les communautés d'intervention. Plusieurs participants ont indiqué que les activités du projet ont favorisé une évolution progressive des perceptions autour du rôle des jeunes dans la société.

Dans plusieurs communautés, les jeunes sont désormais davantage perçus comme des acteurs capables de contribuer positivement au développement local. Les initiatives menées par les jeunes dans le cadre des clubs, des structures communautaires ou des émissions radio ont permis d'ouvrir des espaces de dialogue autour de questions liées à la citoyenneté, aux droits, à la participation et au vivre-ensemble²¹.

Par ailleurs, certaines activités du programme ont contribué à renforcer la cohésion sociale entre les jeunes déplacés et les communautés d'accueil. Les formations, les activités collectives et les AGR ont permis de créer des espaces de collaboration et d'interaction, contribuant ainsi à réduire certaines tensions sociales et à favoriser une cohabitation plus pacifique.

3.2.4 Effets sur l'égalité de genre et l'autonomisation

L'évaluation met également en évidence plusieurs effets positifs du programme sur l'autonomisation des jeunes femmes et sur l'évolution de certaines dynamiques de genre. Plusieurs participantes ont indiqué que les formations reçues dans le cadre du programme ont renforcé leur confiance en elles et leur capacité à s'exprimer et à prendre des initiatives.

Dans certains cas, les compétences acquises ont permis aux jeunes femmes de développer des activités économiques ou d'accéder à des opportunités professionnelles, ce qui a contribué à renforcer leur autonomie financière. Certaines participantes ont également souligné que ces activités leur ont permis de gagner une plus grande considération au sein de leurs familles et de leurs communautés.

Les témoignages recueillis lors de l'évaluation suggèrent également que la participation au programme a contribué à réduire certaines formes de vulnérabilité sociale, notamment les risques liés au chômage prolongé, aux mariages précoces ou à la dépendance économique.

¹⁸ FGD avec les CAA Kibumba et Buvira

¹⁹ FGD avec le centre PHA

²⁰ FGD avec les jeunes d'ASCEN encadrées au sein de l'atelier PFE

²¹ FGD avec les jeunes du GJR de Bukavu dans lequel une représentante de jeunes reporters de Katana confirmait que les actions de sensibilisation sur la cohabitation pacifique avec les peuples autochtones avaient porté du fruit car les PA ne sont plus discriminés à Katana comme avant.

L'accès équitable à la terre constitue également une avancée notable. Les données fournies indiquent que les jeunes filles bénéficient désormais, au même titre que les garçons, de l'accès aux terres familiales mobilisées dans le cadre du programme. Cette évolution, soutenue par des actions de plaidoyer communautaire, contribue à renforcer leur autonomie économique et leur position au sein des ménages et des communautés.

3.2.5 Facteurs limitant l'impact

Malgré les changements observés, l'ampleur de certains impacts reste influencée par le contexte sécuritaire et économique particulièrement fragile dans les zones d'intervention. L'insécurité persistante, les déplacements de populations et les perturbations économiques ont affecté la stabilité de certaines AGR développées par les jeunes.

La fermeture temporaire de certaines institutions économiques, notamment des banques et plusieurs entreprises locales, a également limité les opportunités d'emploi et de développement entrepreneurial dans certaines zones. De même, l'occupation de certaines localités par des autorités de facto a parfois restreint l'espace civique et réduit les possibilités d'actions de plaidoyer ou d'engagement public.

Ces contraintes n'ont pas empêché l'émergence de changements significatifs, mais elles ont parfois ralenti la consolidation et l'extension des effets du programme. Dans plusieurs cas, les impacts observés restent encore fragiles et dépendront de la stabilité du contexte local et de la poursuite d'initiatives de soutien aux dynamiques engagées.

3.2.6 Effets multiplicateurs et diffusion des acquis

L'analyse met en évidence l'existence d'effets multiplicateurs au-delà des bénéficiaires directs du programme, traduisant une diffusion informelle des acquis au sein des communautés.

À Kibumba (CAA), l'influence d'un jeune formé en entrepreneuriat agricole s'est traduite par l'adoption progressive de pratiques agroécologiques par d'autres jeunes non directement bénéficiaires. Sur les parcelles visitées, certains ont reproduit les techniques apprises (compostage, biopesticides), avec des effets visibles sur la productivité. Cette dynamique illustre un processus de diffusion par imitation et proximité.

À Goma (PFE), dans la filière coupe-couture, deux jeunes non bénéficiaires directs ont intégré l'activité après avoir été influencées par leurs pairs formées dans le cadre du programme. Les observations montrent qu'elles ont rapidement acquis des compétences de base et commencé à générer de petits revenus à partir de tâches confiées par leur mentor.

Ces cas confirment que les effets du programme ne se limitent pas aux participants directs, mais s'étendent, dans certains contextes, à d'autres jeunes à travers des mécanismes informels de transmission des compétences. Cette diffusion contribue à élargir les opportunités économiques et à renforcer les dynamiques locales d'apprentissage.

Toutefois, ces effets restent peu systématiquement documentés dans les dispositifs de suivi, ce qui limite leur mesure à plus grande échelle.

3.2.7 Conclusion sur l'impact

Dans l'ensemble, l'évaluation montre que le programme KIYO a généré des changements significatifs à trois niveaux complémentaires : les jeunes, les acteurs communautaires et les partenaires de mise en œuvre.

Ces différents niveaux d'impact sont interdépendants : les changements observés chez les jeunes reposent en grande partie sur les transformations opérées au niveau des acteurs communautaires et des partenaires, qui constituent les principaux leviers de mise en œuvre du programme.

Au niveau des jeunes, les résultats confirment un renforcement de la participation citoyenne, une amélioration des perspectives d'insertion économique et une évolution progressive des perceptions sociales quant à leur rôle dans la communauté. L'émergence de nouveaux leaderships locaux et la capacité accrue des jeunes à s'impliquer dans les espaces de dialogue témoignent de transformations réelles, bien que majoritairement observées à l'échelle locale.

Au niveau des acteurs communautaires, l'impact se traduit par une amélioration des pratiques d'encadrement, une structuration progressive des initiatives locales et une reconnaissance accrue de certaines structures (clubs de jeunes,

AVEC, CAA). Ces acteurs jouent désormais un rôle plus actif dans la création d'environnements d'apprentissage et dans l'animation des dynamiques communautaires, même si leur niveau de maturité reste hétérogène.

Au niveau des partenaires, le programme a contribué à renforcer les capacités techniques, pédagogiques et organisationnelles, notamment à travers l'intégration d'approches plus structurées et participatives. Toutefois, leur autonomie institutionnelle et financière demeure un enjeu clé pour la pérennisation des acquis.

Malgré ces avancées, la consolidation des impacts reste fortement influencée par le contexte sécuritaire et socio-économique. Les déplacements, la restriction des espaces civiques et les contraintes économiques limitent encore l'ampleur et la stabilité des changements observés.

Ces éléments soulignent que la durabilité des impacts dépend autant des acquis individuels que de la capacité des structures locales et des partenaires à maintenir et à amplifier les dynamiques engagées. La section suivante analyse ainsi les conditions de pérennisation des résultats.

3.3 Durabilité / pérennité des actions du programme

L'analyse de la durabilité vise à examiner dans quelle mesure les changements initiés par le programme KIYO sont susceptibles de se maintenir au-delà de la période d'intervention. Elle s'intéresse notamment à l'appropriation des activités par les participants et les communautés, à la capacité des structures locales à poursuivre les actions engagées ainsi qu'aux facteurs institutionnels, économiques et contextuels influençant la pérennité des résultats.

Les données collectées indiquent que le programme a permis de mettre en place plusieurs dynamiques favorables à la durabilité, notamment en termes d'ancrage communautaire et de renforcement des capacités. Toutefois, ces dynamiques présentent des niveaux de consolidation différenciés selon les types d'activités et de structures, en particulier sur le plan économique.

3.3.1 Appropriation communautaire des initiatives

L'un des principaux facteurs favorisant la durabilité des actions du programme réside dans l'appropriation progressive des initiatives par les jeunes et les communautés locales. Dans plusieurs zones d'intervention, les structures mises en place dans le cadre du programme, telles que les AVEC / clubs / SEPJ / CAA et certaines AGR, continuent de fonctionner grâce à l'engagement direct des participants.

Les discussions menées avec les jeunes participants indiquent que plusieurs d'entre eux considèrent les activités initiées par le programme comme des opportunités durables de développement personnel et collectif. Certains clubs de jeunes poursuivent leurs rencontres et leurs actions de sensibilisation même en l'absence d'un accompagnement direct du projet, témoignant d'une appropriation réelle des objectifs du programme.

Par ailleurs, dans certaines localités, les AGR développées par les jeunes participants continuent de générer des revenus, ce qui renforce leur motivation à maintenir et à développer ces activités. Cette appropriation constitue un élément clé pour la pérennité des changements observés.

3.3.2 Capacité des structures locales et des partenaires

L'analyse de la durabilité met en évidence des niveaux d'autonomie contrastés selon les types de structures, en fonction de leur modèle de fonctionnement, de leur dépendance aux ressources externes et de leur niveau d'ancrage local.

Au niveau des structures d'encadrement professionnel, le programme a renforcé des capacités pédagogiques, organisationnelles et de gestion des formations. Ces centres d'apprentissage disposent aujourd'hui de modules structurés et d'une expérience consolidée dans l'accompagnement des jeunes. Toutefois, leur durabilité reste fortement dépendante de financements externes. Lors des visites, certains centres fonctionnaient au ralenti en l'absence de ressources pour renouveler les équipements ou maintenir les formations. Cette dépendance s'explique notamment par la nécessité de mobiliser des ressources matérielles et humaines importantes pour maintenir les formations.

Pour les Centres d'Apprentissage Agricole (CAA), les capacités techniques sont bien développées, notamment en agroécologie. Les pratiques les plus observées sont le compostage, les bio pesticides, l'agroforesterie, le paillage, ... témoignent d'une appropriation réelle.

Les AVEC présentent les mécanismes de durabilité les plus solides. Basées sur l'épargne interne et des règles collectives, elles continuent de fonctionner de manière autonome. Des cas observés montrent des membres ayant progressivement diversifié leurs activités économiques grâce aux crédits internes, sans dépendance directe au programme.

Les clubs de jeunes et structures citoyennes ont renforcé leurs capacités de mobilisation et d'organisation. Dans certains cas, comme à Ndosho, ces structures sont désormais sollicitées par les autorités locales pour des initiatives communautaires, ce qui constitue un levier de pérennisation. Néanmoins, leur fonctionnement reste peu formalisé et dépend de l'engagement volontaire des membres. Ce modèle, bien que flexible, rend ces structures sensibles à la disponibilité et à la motivation des membres.

Au niveau des partenaires, les capacités techniques et d'animation ont été renforcées, notamment en matière d'accompagnement des acteurs communautaires. Toutefois, leur autonomie financière et leur capacité de mobilisation de ressources restent limitées, ce qui peut affecter leur rôle de soutien à long terme des structures locales.

Dans l'ensemble, la durabilité des structures apparaît fortement différenciée selon leur modèle de fonctionnement. Les structures reposant sur des mécanismes endogènes (notamment les AVEC) présentent les niveaux d'autonomie les plus élevés, tandis que celles dépendant de ressources externes ou de cadres institutionnels (centres de formation, CAA) restent plus vulnérables.

Ces éléments montrent que la durabilité ne dépend pas uniquement des capacités techniques acquises, mais également de la capacité des structures à mobiliser des ressources, à s'inscrire dans des dynamiques institutionnelles et à maintenir leur fonctionnement au-delà de l'appui du programme. *À défaut, les acquis risquent de s'éroder progressivement.*

3.3.3 Durabilité des AGR des jeunes

L'analyse des AGR met en évidence des niveaux de viabilité différenciés selon les filières, en fonction de leur dépendance aux ressources externes, de leur adaptation au contexte local et des mécanismes de soutien mobilisés.

Afin de mieux comprendre les mécanismes de durabilité, l'analyse distingue les types d'activités les plus viables, les mécanismes ayant soutenu leur maintien ainsi que les situations de non-pérennisation observées.

Tableau 14. Mécanismes de durabilité par type d'activité

Type d'activité	Appréciation de la viabilité	Facteurs de durabilité (mécanismes)	Limites / cas de non-pérennisation	Observations terrain
Agriculture (maraîchage, pommes de terre, agroécologie)	Élevé mais saisonnier	Formation pratique (CAA), accès à la terre (location), techniques améliorant les rendements (compost, biopesticides), demande locale stable	Revenus irréguliers (périodes de soudure), accès limité à la terre, dépendance aux saisons	Parcelles actives observées avec techniques appliquées ; augmentation visible des rendements mais difficultés de trésorerie entre saisons
Élevage (caprins, petits animaux)	Moyen à élevé	Investissement progressif via AVEC, reproduction du cheptel, diversification des revenus	Maladies animales, manque d'encadrement vétérinaire, vente forcée en période de crise	Cheptels observés chez certains jeunes ; activité utilisée comme épargne vivante
Commerce (produits phytosanitaires, petits commerces)	Élevé	Accès au crédit AVEC, rotation rapide du	Faible capital initial, concurrence locale, instabilité des prix	Activités commerciales visibles dans les marchés

		capital, adaptation à la demande locale		locaux ; diversification progressive des produits
Métiers techniques (mécanique, couture, esthétique)	Moyen	Compétences solides acquises, insertion dans ateliers existants, apprentissage pratique	Saturation du marché, manque d'équipements, difficulté d'accès à un local	Jeunes observés en activité ou en emploi ; certains inactifs faute de moyens matériels
AGR collectives	Faible à moyen	Mise en commun des ressources, encadrement initial du projet	Désorganisation après retrait du projet, conflits internes, fin de bail commercial	Cas observés de groupes d'AGR dissous après fin d'appui, avec retour à des activités individuelles

L'analyse met en évidence que la viabilité des activités dépend principalement de leur adaptation au contexte local et de leur niveau de dépendance aux ressources externes. Les activités caractérisées par une faible dépendance aux coûts fixes et une bonne adaptation à la demande locale, notamment le commerce et certaines activités agricoles, présentent les niveaux de continuité les plus élevés.

À l'inverse, les activités nécessitant des investissements collectifs ou des coûts fixes importants apparaissent plus exposées aux risques de non-pérennisation. Les activités d'élevage présentent une viabilité intermédiaire, dépendante de la capacité des bénéficiaires à gérer les risques (maladies, vente forcée).

Les cas de non-pérennisation observés sont principalement liés à trois facteurs : la dépendance à des coûts fixes (loyer, équipements), la fragilité des dynamiques collectives et l'exposition aux chocs contextuels (déplacements, fermeture des marchés). À titre illustratif, plusieurs AGR collectives, notamment des ateliers de couture, ont cessé après la fin de l'appui en raison de l'incapacité à couvrir les coûts de location et de tensions internes, conduisant les bénéficiaires à revenir à des activités individuelles.

Un élément structurant complémentaire mis en évidence concerne l'accès sécurisé à la terre. Dans le cadre du programme, ADED a facilité l'accès à des terres agricoles pour 700 jeunes, dont 414 filles, principalement à travers la mobilisation de terres familiales. Cette approche a été renforcée par des actions de sensibilisation communautaire visant à réduire les discriminations liées au genre dans l'accès aux ressources productives.

Par ailleurs, 318 parcelles exploitées par les jeunes ont fait l'objet d'un enregistrement auprès des autorités locales, dont 167 appartenant à des filles. Ce processus contribue à sécuriser l'exploitation agricole et à renforcer la durabilité des activités, en permettant aux jeunes d'investir dans leurs parcelles avec une perspective de long terme.

3.3.4 Facteurs contextuels influençant la durabilité

Le contexte sécuritaire et économique dans les zones d'intervention constitue un facteur déterminant pour la pérennité des résultats du programme. Les conflits armés, les déplacements de populations et l'instabilité institutionnelle continuent de créer un environnement incertain pour les AGR et les actions de participation citoyenne.

Dans certaines localités, l'occupation par des groupes armés ou par des autorités de facto a réduit l'espace civique et limité les possibilités d'expression publique et de mobilisation communautaire. De même, les perturbations économiques liées à l'insécurité ont affecté certaines activités économiques développées par les jeunes.

Les observations de terrain illustrent concrètement ces limites : plusieurs AGR en groupe n'ont pas pu être maintenues après la fin de l'appui, notamment en raison de l'incapacité à couvrir les coûts fixes tels que le loyer. De même, certaines activités développées dans les camps de déplacés ont été fortement affectées par les évolutions du contexte sécuritaire et institutionnel.

Ces contraintes ne remettent pas en cause les acquis du programme, mais elles soulignent la nécessité d'un environnement plus stable pour permettre la consolidation et l'expansion des dynamiques initiées.

3.3.5 Analyse et validation des scores de performance

Les scores de performance attribués par KIYO (B → A → A → A) traduisent une amélioration progressive des conditions de durabilité au cours du programme. Les rapports annuels mettent en avant le renforcement des capacités des acteurs, le développement des structures communautaires et l'appropriation croissante des activités par les bénéficiaires comme principaux facteurs expliquant cette progression.

Les résultats de l'évaluation confirment ces dynamiques, notamment en ce qui concerne l'ancrage communautaire des actions et le fonctionnement autonome de certaines structures, en particulier les AVEC, ainsi que la poursuite des activités au sein de certains clubs de jeunes.

Toutefois, les constats de terrain apportent des éléments complémentaires qui nuancent cette appréciation. Plusieurs cas observés montrent que certaines activités, notamment les AGR collectives ou celles nécessitant des ressources externes (équipements, location), n'ont pas été maintenues après la fin de l'appui. Ces situations sont également en cohérence avec les contraintes mentionnées dans les rapports de KIYO, notamment celles liées au contexte sécuritaire, aux déplacements de populations et aux difficultés économiques.

Par ailleurs, les données collectées montrent que la continuité des activités dépend fortement de leur modèle de fonctionnement. Les structures reposant sur des mécanismes endogènes présentent une plus grande stabilité, tandis que celles dépendantes de financements ou de ressources externes restent plus exposées aux risques d'interruption.

Dans l'ensemble, l'analyse confirme les progrès rapportés par KIYO en matière de durabilité, tout en mettant en évidence un niveau de consolidation différencié selon les types d'activités et de structures.

3.3.6 Conclusion sur la durabilité

Conformément aux critères du CAD, la durabilité est analysée selon trois dimensions complémentaires : financière, sociale et technique.

Sur le plan financier, certaines initiatives, notamment les AVEC et les activités commerciales, présentent des mécanismes autonomes favorisant leur continuité. Toutefois, une part importante des dispositifs (centres de formation, CAA, AGR collectives) reste dépendante de financements externes ou de ressources matérielles, ce qui limite leur capacité à se maintenir sans appui.

Sur le plan social, les acquis apparaissent plus solides. L'appropriation des activités par les jeunes, la continuité des dynamiques communautaires et le rôle croissant de certaines structures locales témoignent d'un ancrage réel des actions dans les communautés.

Sur le plan technique, les compétences acquises sont effectivement maîtrisées et continuent d'être mobilisées. Néanmoins, leur mise en œuvre reste conditionnée par l'accès aux ressources, aux équipements et aux opportunités économiques.

Au regard des éléments analysés, y compris la mise en perspective des scores de performance, les résultats indiquent que le programme a posé des bases réelles de durabilité, en particulier sur les dimensions sociale et technique. Toutefois, la consolidation de ces acquis reste partielle sur le plan économique, en raison de contraintes contextuelles et structurelles documentées dans les zones d'intervention.

3.4 Pertinence des actions du programme

L'analyse de la pertinence s'est appuyée sur la revue documentaire, les données des score cards, les entretiens individuels, les focus groups et l'enquête quantitative conduite durant cette évaluation finale. Au total, la collecte a couvert 123 participants en qualitatif et 187 participants en quantitatif, avec une forte représentation des femmes et une présence effective de jeunes vivant avec handicap (12,8%). Les résultats convergent globalement vers une même lecture : le programme est resté pertinent jusqu'à sa clôture, malgré un contexte fortement perturbé par la guerre, les déplacements des participants et l'instabilité institutionnelle.

3.4.1 Réponse aux besoins des jeunes vulnérables

Les actions du programme ont répondu à des difficultés réelles et persistantes : chômage des jeunes, faible accès aux opportunités économiques, manque d'espaces sûrs d'apprentissage, faible participation citoyenne, vulnérabilité accrue des jeunes déplacés et exposition aux manipulations dans les zones de conflit²². Les documents du programme montrent que cette lecture des besoins était déjà au cœur de l'outcome initial, qui visait à créer des environnements d'apprentissage de qualité pour l'employabilité et la citoyenneté active des jeunes en RDC²³.

Les données finales confirment que cette orientation est restée juste. Dans les structures d'employabilité créées et/ou accompagnées par ADED et ASCEN, les appréciations qualitatives montrent que le projet a offert aux jeunes sans occupation stable, souvent exposés à l'exploitation ou à l'oisiveté forcée, des perspectives concrètes d'insertion économique et sociale²⁴. Du côté d'ASCEN sur le chemin de citoyenneté active, les constats de terrain montrent une progression de l'engagement communautaire, une meilleure compréhension des droits et une implication plus active dans les cadres locaux de participation²⁵.

3.4.2 Adéquation avec les aspirations des populations cibles

L'intervention est apparue globalement en phase avec les aspirations des jeunes rencontrés. Dans le volet employabilité, les attentes portaient d'abord sur l'accès à des compétences utiles, la possibilité de lancer une AGR, et la recherche d'une autonomie minimale dans un contexte économique tendu. Dans le volet citoyenneté active, les aspirations se situaient davantage autour de l'expression, de la reconnaissance sociale, de la participation aux décisions et de la capacité d'agir utilement dans la communauté. Les résultats de terrain confirment que le programme a répondu à ces deux ambitions.

Il convient néanmoins d'introduire une nuance sur deux dimensions : l'auto-évaluation des talents et l'analyse structurée des problèmes. Ces deux approches ont bien été perçues comme utiles, mais leur niveau de maîtrise par les participants et certaines structures n'est pas encore global. Au regard de leur introduction tardive dans le cycle du programme en 2024, et des perturbations causées par la guerre dans plusieurs zones, leur niveau de réalisation doit être apprécié avec modération.

« Cette approche est appliquée mais en cours d'intégration par les structures étant donné que celles-ci font recours, de temps à autre à ASCEN pour cette cause »²⁶.

3.4.3 Opportunité temporelle de l'intervention

Les données recueillies au cours de l'évaluation montrent que l'intervention du programme est intervenue dans un contexte où les jeunes faisaient face à de fortes contraintes socioéconomiques, notamment le manque d'opportunités d'emploi, l'oisiveté des jeunes diplômés et la pression sociale pouvant conduire à des situations de vulnérabilité. Dans plusieurs zones d'intervention, les jeunes sortant du système scolaire se retrouvaient souvent sans perspectives immédiates, ce qui les exposait à divers risques sociaux.

Les activités du projet ont donc été perçues par les participants comme une réponse pertinente à ces défis. Les formations, les espaces d'apprentissage et les activités d'autonomisation économique ont permis à plusieurs jeunes

²² FGD avec les participants dans les sites visités.

²³ DGD Programma RDC 2022-2026

²⁴ Entretien avec ADED sur les critères d'évaluation de l'OCDE.

²⁵ Entretien avec ASCEN sur les critères d'évaluation de l'OCDE.

²⁶ Entretien avec ASCEN sur les critères d'évaluation de l'OCDE.

de trouver une occupation constructive et de renforcer progressivement leur autonomie. Une jeune participante, diplômée d'État, a ainsi partagé son expérience en ces termes :

« Le projet est arrivé au moment où je venais d'obtenir mon diplôme d'État. J'avais l'ambition de poursuivre mes études, mais faute de moyens je devais rester à la maison sans rien faire. Dans cette situation, il y avait aussi le risque de céder aux sollicitations des garçons, ce qui pouvait m'exposer aux grossesses non désirées ou au mariage précoce. Grâce au programme, j'ai eu une activité qui m'a permis de devenir autonome. Aujourd'hui je ne dépend plus totalement de mes parents ni d'un copain. Je peux m'acheter du savon, du lait de beauté, des habits et parfois même aider mes parents dans certaines dépenses du ménage. Bref, le programme nous a sorties de la rue et nous a redonné de l'estime et de la valeur dans nos familles et dans la communauté.²⁷ »

Ce témoignage, recoupé par d'autres observations de terrain, illustre que le programme est intervenu à un moment opportun pour soutenir l'autonomisation des jeunes dans les zones ciblées.

3.4.4 Alignement sur les politiques nationales et internationales

L'intervention est restée bien alignée avec ses référentiels stratégiques. Le programme DGD 2022-2026 montre clairement son ancrage dans les priorités liées à l'éducation, aux droits humains, au genre, à l'agriculture durable et à la participation citoyenne. Il se rattache explicitement à l'ODD 4.7, à l'ODD 5 et à l'ODD 17, tout en articulant l'employabilité, la citoyenneté active, les droits de l'enfant, la protection de l'environnement et le partenariat durable.

Cet alignement n'est pas seulement formel. Les données recueillies montrent que les jeunes ont effectivement progressé sur des dimensions en lien direct avec : la conscientisation des droits, l'engagement communautaire, la diversité, l'esprit critique, la résilience, la participation et les pratiques environnementales qui s'alignent sur les principes de l'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale. Les structures communautaires ont, de leur côté, intégré davantage les questions de genre, de protection, d'intégrité et de durabilité.

3.4.5 Contribution à la protection de l'environnement

La contribution du projet à la protection de l'environnement ressort de manière assez nette, surtout dans le volet ADED à travers les formations et sensibilisations sur les techniques culturelles qui protègent l'environnement comme : le paillage, l'association des cultures, le compostage, l'agroforesterie²⁸, mais elle est aussi visible dans certaines initiatives d'ASCEN ayant appuyé les travaux communautaires pour l'assainissement et le reboisement de certains axes de la ville de Goma par exemple²⁹. Les rapports narratifs et les outils d'appréciation montrent la diffusion de pratiques agricoles durables, l'utilisation d'engrais organiques, l'agroforesterie, la plantation d'arbres et une meilleure sensibilisation aux liens entre environnement, moyens de subsistance et avenir des communautés³⁰. Toutes les initiatives de ces deux partenaires se sont appuyées sur la charte environnementale mise en place.

Les données qualitatives de fin de projet confirment que ces pratiques ne sont pas restées théoriques. Elles sont déjà appropriées par des jeunes et relayées vers d'autres membres des communautés. Cet élément renforce la pertinence du projet dans un contexte où les chocs climatiques, les inondations, la déforestation et l'érosion aggravent la vulnérabilité des ménages.

3.4.6 Capacité d'adaptation au contexte sécuritaire

La réactivité du projet face au contexte est l'un de ses points forts. Depuis 2022, les documents montrent une adaptation continue aux effets du conflit : recentrage des activités vers des zones plus accessibles, accompagnement des jeunes déplacés, maintien des mentors de proximité, partage d'espaces de formation, recours à des points focaux locaux et renforcement du monitoring de sensibilité aux conflits³¹.

²⁷ FGD avec les participantes du Programme Femmes et Environnement

²⁸ FGD avec les participants du CAA KIBUMBA.

²⁹ FGD avec les participants de WAINDA GROUPE

³⁰ Outil d'Appréciation des critères avec ADED

³¹ Leçons Apprises 2022.

« Nous tenons à remercier énormément le programme qui, malgré notre situation de vulnérabilité dans les camps de déplacés internes, le programme qui nous avait déjà sélectionné avant la guerre, ne nous a pas abandonnés. Sinon ça serait un désastre pour nos ménages³² »

Cette capacité d'ajustement a limité les ruptures du parcours de la mise en œuvre du programme, même si elle n'a pas effacé tous les effets du contexte. Certaines zones sont restées longtemps inaccessibles. Des AGR ont été perdues :

« j'avais bénéficié d'un capital de démarrage de 50\$ du programme avant la guerre et j'ai commencé avec le commerce du carburant, mais lorsque j'ai observé que ça n'allait pas, je me suis orientée dans le commerce des fruits et c'était vraiment prometteur, jusqu'à ce que la guerre arrive ; obligée de fuir pour me mettre à l'abri, quand ça s'est calmé, étant en quête des moyens de subsistance, j'étais obligée d'aller voir mes marchandises mais hélas ! tous les fruits étaient déjà pourris après 5 jours ».

La pression économique a parfois déplacé les priorités des jeunes vers des besoins immédiats surtout en situation de vulnérabilités. Mais dans l'ensemble, le programme a su préserver son utilité sociale pour les participants.

3.4.7 Forces et défis liés à la pertinence

Parmi les principales forces, on note d'abord (i) la bonne lecture initiale des besoins des jeunes, ensuite (ii) la combinaison pertinente entre employabilité, compétences de vie et citoyenneté active, puis (iii) l'ancrage communautaire des partenaires. Les approches MCD, SCD, CPPC, mentorat et apprentissage par les pairs ont renforcé la cohérence du dispositif. La forte participation des filles, l'intégration progressive du genre et la prise en compte des jeunes déplacés ont aussi accru la pertinence sociale du programme.

Les défis restent toutefois importants. Le premier est lié au contexte sécuritaire très volatil dans la zone, qui a modifié les besoins et réduit la stabilité des acquis³³. Le deuxième tient au fait que certaines innovations, en particulier l'approche talent et l'analyse des problèmes, ont été introduites tardivement et n'ont pas encore atteint un niveau d'appropriation élevée³⁴. Enfin, la demande des jeunes en appuis économiques reste souvent plus forte que les moyens mobilisables par le programme.

3.4.8 Analyse et validation des scores de performance

Les scores de performance attribués par KIYO (B → B → B → B) traduisent une appréciation constante de la pertinence du programme tout au long de sa mise en œuvre. Les rapports annuels mettent en avant l'adéquation des interventions avec les besoins des jeunes, ainsi que la capacité du programme à maintenir cette pertinence dans un contexte évolutif.

Les résultats de l'évaluation finale confirment cette appréciation. Les données collectées montrent que le programme a répondu de manière cohérente et continue aux principaux enjeux auxquels font face les jeunes dans les zones d'intervention, notamment en matière d'accès à des opportunités économiques, de développement de compétences et de participation citoyenne.

L'analyse qualitative met également en évidence que les bénéficiaires perçoivent les activités comme utiles et adaptées à leur situation, tant dans les dispositifs d'employabilité que dans les espaces d'engagement citoyen. Les témoignages recueillis illustrent que le programme a contribué à offrir des alternatives concrètes à l'oisiveté et à la vulnérabilité, renforçant ainsi son adéquation aux réalités locales.

Par ailleurs, les éléments documentés dans les rapports de KIYO relatifs à l'adaptation du programme face aux contraintes sécuritaires et aux déplacements des populations sont corroborés par les observations de terrain, qui montrent des ajustements effectifs dans la mise en œuvre des activités, notamment à travers le recentrage géographique, l'accompagnement des jeunes déplacés et le maintien de dispositifs de proximité.

³² FGD avec les participants de l'AVEC TUJENGE

³³ Outil_Appréciation des critères avec ADED

³⁴ Outil_Appréciation des critères avec ASCEN

Enfin, les limites identifiées dans les rapports, notamment en lien avec l'introduction tardive de certaines approches (auto-évaluation des talents et analyse des problèmes), sont également confirmées par les résultats de l'évaluation, qui montrent un niveau d'appropriation encore progressif de ces outils.

Dans l'ensemble, l'analyse confirme le niveau élevé et stable de pertinence du programme, ainsi que sa capacité à rester aligné aux besoins des jeunes malgré un environnement de mise en œuvre fortement contraint.

3.4.9 Conclusion sur la pertinence

Au terme de l'analyse, la pertinence de l'intervention peut être jugée élevée et stable. Le projet a répondu à des besoins réels, clairement identifiés par les jeunes, les structures et les partenaires. Il est resté globalement aligné aux réalités du contexte, aux priorités stratégiques du programme DGD et aux cadres nationaux et internationaux de référence. Il a aussi su garder sa cohérence malgré un environnement de mise en œuvre fortement perturbé.

La principale réserve ne porte pas sur le bien-fondé du programme, mais sur le degré de consolidation de certaines approches introduites tardivement. L'auto-évaluation des talents et l'analyse de problèmes doivent donc être considérées comme en cours d'intégration, à un niveau modéré, sans que cela n'altère l'appréciation globale de la pertinence.

Au-delà du facteur temporel lié à l'introduction tardive, l'analyse des données de terrain met en évidence d'autres facteurs explicatifs du niveau de maîtrise encore limité de l'auto-évaluation des talents et de l'analyse de problèmes par les participants et certaines structures, notamment.

1. *Le profil des participants* : une partie des jeunes ciblés, notamment les déplacés ou ceux ayant connu des parcours scolaires discontinus, présentent des capacités variables en matière d'analyse et d'abstraction, ce qui limite l'appropriation rapide de ces outils.
2. *Les contraintes contextuelles*, en particulier l'insécurité et les déplacements des participants dans plusieurs zones a fait à ce que la priorité des participants est restée orientée vers la survie économique immédiate, réduisant le temps et la disponibilité mentale nécessaires pour s'approprier des approches plus analytiques.
3. *Le niveau de maîtrise variable des facilitateurs* : les facilitateurs ont eux-mêmes été en phase d'apprentissage de ces approches, ce qui a influencé la qualité de la transmission auprès des jeunes.

En l'état, l'évaluation finale conclut que le programme a été pertinent dans sa conception, pertinent dans son ciblage et pertinent dans ses adaptations consécutives au contexte local.

3.5 Efficience du programme

L'analyse de l'efficience du programme repose sur l'examen de l'exécution budgétaire des partenaires et sur l'évolution du coût moyen par participant, afin d'apprécier la manière dont les ressources mobilisées ont été transformées en résultats.

3.5.1. Aperçu budgétaire

Les données financières montrent que le programme a globalement mobilisé et utilisé les ressources prévues, avec des niveaux d'exécution élevés, mais différenciés selon les partenaires. KIYO présente des taux d'exécution systématiquement supérieurs à 100 % (108,7 % en 2022, 103,5 % en 2023 et 108,1 % en 2024), traduisant une forte dynamique de mise en œuvre, mais également une tendance récurrente à la surconsommation. ASCEN affiche une évolution progressive vers une meilleure maîtrise budgétaire, passant d'une sur-exécution en 2022 (106,8 %) à une sous-exécution en 2023 (94,1 %), puis à un niveau proche de l'équilibre en 2024 (98,7 %), ce qui indique une amélioration de la planification et du suivi financier. À l'inverse, ADED présente des variations plus marquées, avec une exécution quasi optimale en 2023 (99,3 %), mais une sous-exécution significative en 2024 (73 %), révélant des contraintes dans la mise en œuvre des activités.

Dans l'ensemble, ces éléments montrent que l'efficience budgétaire du programme dépend en partie des capacités de planification et d'exécution propres à chaque partenaire.

Tableau 15. Allocation budgétaire et taux d'exécution par partenaire

Partenaire	Année	Budget (€)	Dépenses (€)	Taux d'exécution (%)
KIYO	2022	88,334	96,019	108.7%
	2023	96,076	99,465	103.5%
	2024	84,460	91,259	108.1%
ASCEN	2022	66,842	71,387	106.8%
	2023	58,078	54,649	94.1%
	2024	79,163	78,141	98.7%
ADED	2022	66,470	63,678	95.8%
	2023	60,411	59,970	99.3%
	2024	83,614	61,042	73.0%

3.5.2 Analyse du coût moyen par participant

L'analyse du coût moyen par participant met en évidence une amélioration progressive de l'efficience au cours du programme.

Pour ASCEN, le coût moyen diminue de 249 € en 2022 à 151 € en 2023, puis à 129 € en 2024. Une tendance similaire est observée pour ADED, avec une baisse de 318 € en 2022 à 150 € en 2023, puis à 114 € en 2024.

Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation du nombre de bénéficiaires atteints, permettant de répartir les coûts sur un volume plus important d'activités, ainsi que par une meilleure organisation de la mise en œuvre.

Elle reflète également la nature du programme, qui repose sur un accompagnement dans la durée : les ressources mobilisées couvrent à la fois l'intégration de nouveaux participants et le suivi des cohortes existantes.

Dans l'ensemble, la réduction des coûts unitaires, combinée à l'augmentation du nombre de bénéficiaires, indique une amélioration de l'efficience du programme au fil du temps.

Le tableau ci-dessous résume cette analyse :

Tableau 16. Coût moyen par participants

Partner	Year	Dépenses (€)	Participants	Coût moyen (€)
ASCEN	2022	71,387	287	249 €
	2023	54,649	362	151 €
	2024	78,141	604	129 €
ADED	2022	63,678	200	318 €
	2023	59,970	400	150 €
	2024	61,042	535	114 €

3.5.3 Stratégies de mise en œuvre

La mise en œuvre du programme repose sur une approche intégrée combinant compétences techniques, compétences de vie et engagement citoyen. Cette combinaison permet d'agir simultanément sur plusieurs dimensions de l'autonomisation des jeunes.

L'intégration de modules transversaux (droits, genre, communication, prévention des violences) a élargi la portée des formations au-delà de l'insertion économique.

Le recours aux médias communautaires, notamment les émissions radio animées par des jeunes, a permis d'atteindre un public élargi à coût limité.

Par ailleurs, les formations pratiques et la dotation de kits de démarrage ont facilité la mise en application directe des compétences acquises.

Ces choix opérationnels ont contribué à optimiser l'utilisation des ressources en combinant diversification des approches et extension de la couverture des activités.

3.5.4 Partenariats et coordination

La mise en œuvre du projet s'est appuyée sur un partenariat entre KIYO et les organisations locales ASCEN et ADED, chargées de l'exécution opérationnelle des activités. Le retrait d'un partenaire en cours de mise en œuvre a nécessité des ajustements organisationnels.

Les partenaires locaux ont joué un rôle central dans l'identification des participants, l'organisation des formations et le suivi des activités. Leur ancrage local a facilité l'accès aux communautés et renforcé l'appropriation des interventions, contribuant ainsi à l'efficacité globale du programme.

Des collaborations avec des acteurs locaux, notamment les autorités et structures communautaires, ont également permis de renforcer la mise en œuvre des activités de sensibilisation et de plaidoyer.

Certaines limites ont néanmoins été relevées, notamment en lien avec l'éloignement géographique entre certains partenaires et les zones d'intervention, pouvant affecter la fluidité de la coordination. Malgré ces contraintes, les mécanismes de collaboration ont permis d'assurer la continuité des activités.

3.5.5 Capacité de gestion des partenaires

Les partenaires disposent globalement des capacités nécessaires pour assurer la mise en œuvre opérationnelle du programme. Leur expérience et leur connaissance du contexte ont facilité l'organisation des activités.

Les différences observées dans les taux d'exécution budgétaire traduisent toutefois des variations dans les capacités de planification et d'absorption des ressources.

L'amélioration progressive des performances d'ASCEN illustre un renforcement de ces capacités, tandis que les variations observées chez ADED, notamment en 2024, mettent en évidence des contraintes ponctuelles dans la mise en œuvre.

Ces éléments confirment que l'efficacité du programme est en partie liée aux capacités organisationnelles des partenaires.

3.5.6 Systèmes de suivi et gestion des activités

Le dispositif de suivi repose sur les score cards, les rapports périodiques et les réunions de coordination, complétés par une base de données centralisée au niveau de KIYO. Ces outils ont permis de documenter les progrès et d'orienter les activités.

Toutefois, certaines dynamiques observées, notamment des retards en début de cycle suivis d'accélération en fin de période, indiquent des marges d'amélioration dans la planification opérationnelle et le suivi en temps réel.

Par ailleurs, le suivi des AGR reste partiellement documenté, ce qui limite l'analyse détaillée des résultats en matière d'employabilité.

3.5.7 Analyse et validation des scores de performance

Les scores de performance attribués par KIYO (B → B → A → A) traduisent une amélioration progressive de l'efficacité du programme au cours de sa mise en œuvre. Les rapports annuels mettent en évidence, dans les premières années, des ajustements nécessaires liés à la mise en place des activités, aux contraintes sécuritaires et aux dynamiques d'apprentissage des partenaires, avant une phase de meilleure maîtrise opérationnelle à partir de 2024.

Les résultats de l'évaluation finale confirment cette évolution. L'analyse budgétaire met en évidence une capacité globale d'absorption satisfaisante, avec des taux d'exécution élevés pour KIYO, ainsi qu'une amélioration progressive de la gestion financière chez ASCEN.

La diminution du coût moyen par participant entre 2022 et 2024 constitue un élément central de validation de cette amélioration. Cette évolution est directement liée à l'augmentation du nombre de bénéficiaires atteints et à une meilleure optimisation des ressources au fil du programme.

Les éléments documentés dans les rapports de KIYO relatifs aux ajustements opérationnels, notamment le renforcement des capacités des partenaires et les adaptations liées au contexte, sont également corroborés par les constats de terrain, qui montrent une amélioration progressive des mécanismes de mise en œuvre et de coordination.

Toutefois, l'analyse finale met également en évidence certaines limites déjà perceptibles dans les données de mise en œuvre, notamment des variations entre partenaires en matière d'exécution budgétaire et des marges d'amélioration dans la planification opérationnelle, illustrées par des dynamiques d'accélération en fin de cycle.

Dans l'ensemble, l'évaluation confirme la progression du programme vers un niveau d'efficacité élevé en fin de cycle, tout en soulignant que cette performance repose sur une phase d'ajustement initiale et demeure dépendante des capacités organisationnelles des partenaires et du contexte d'intervention.

3.5.8 Conclusion sur l'efficacité

Dans l'ensemble, les ressources mobilisées par le programme ont été utilisées de manière globalement efficace pour produire les résultats observés.

L'analyse met en évidence une amélioration progressive de l'efficacité, illustrée par la réduction des coûts unitaires et l'augmentation du nombre de bénéficiaires atteints.

Cette évolution s'est accompagnée d'une meilleure organisation de la mise en œuvre et d'une adaptation progressive des partenaires aux contraintes du contexte.

Toutefois, l'efficacité reste influencée par des facteurs opérationnels et contextuels, notamment les capacités variables des partenaires, les contraintes sécuritaires et les limites dans la planification des activités.

Dans l'ensemble, le programme est parvenu à transformer les ressources mobilisées en résultats concrets, tout en améliorant progressivement son efficacité d'utilisation des ressources.

3.6 Cohérence du programme

3.6.1 Appréciation générale de la cohérence

Conformément aux critères du CAD, la cohérence du programme est appréciée à deux niveaux complémentaires : la *cohérence interne*, c'est-à-dire l'alignement entre les objectifs, les approches, les partenariats et les activités mises en œuvre ; et la *cohérence externe*, c'est-à-dire l'articulation du programme avec les priorités publiques, les cadres institutionnels existants et les interventions d'autres acteurs.

Dans l'ensemble, l'évaluation conclut à un niveau élevé de cohérence, en particulier sur le plan interne. Le programme repose sur une logique d'intervention intégrée, qui articule de manière explicite l'employabilité et la citoyenneté active comme deux piliers interdépendants de l'autonomisation des jeunes. Cette logique apparaît cohérente avec le cadre conceptuel présenté dans la revue documentaire, selon lequel l'autonomisation des jeunes en RDC ne peut être réduite à la seule insertion économique ni à la seule participation citoyenne, mais résulte de la combinaison des deux dimensions.

3.6.2 Cohérence interne du programme

La cohérence interne du programme se manifeste d'abord dans la correspondance entre son objectif global, ses résultats attendus et ses modalités de mise en œuvre. Le programme vise à créer des environnements d'apprentissage de qualité permettant aux jeunes de développer à la fois des compétences techniques, des compétences de vie et des capacités citoyennes. Cette ambition se traduit de manière cohérente dans la structuration même du dispositif : ADED intervient sur les volets agriculture, entrepreneuriat rural et groupes d'épargne ; ASCEN sur la formation technique et professionnelle, les programmes radios dirigés par des jeunes et les clubs de jeunes. Cette répartition n'apparaît pas comme une juxtaposition d'activités, mais comme une déclinaison opérationnelle d'une même vision de l'autonomisation.

Cette cohérence interne est renforcée par le cadre CPPC (conscientisation, participation, protection, compétences) qui constitue le fil conducteur du programme. Ce cadre est présenté comme la base de l'action de KIYO pour créer des environnements d'apprentissage favorables à l'autonomisation des jeunes. En ce sens, le CPPC ne constitue pas un simple outil pédagogique, mais un principe d'organisation du programme, permettant d'articuler les différentes dimensions de l'intervention autour d'une vision commune. Cela donne au programme une cohérence stratégique réelle, dans la mesure où les activités économiques, sociales, éducatives et citoyennes sont pensées comme complémentaires plutôt que séparées.

La cohérence interne du programme tient également à son choix de travailler à travers des partenaires locaux et des acteurs communautaires, plutôt que par une mise en œuvre directe déconnectée des structures existantes. Ce choix est cohérent avec l'objectif même du programme, qui vise non seulement des changements au niveau des jeunes, mais aussi un renforcement des environnements d'apprentissage et des relais locaux. La logique multi-niveau du programme, partenaires, acteurs communautaires et jeunes, apparaît ainsi cohérente avec sa théorie du changement et avec les résultats attendus. Elle permet de relier les objectifs institutionnels de KIYO aux transformations attendues au niveau local.

Cela étant, cette cohérence interne n'est pas exempte de tensions. L'évaluation montre que certaines dimensions du programme ont été plus fortement consolidées que d'autres. En particulier, les innovations introduites plus tardivement, comme l'auto-évaluation des talents ou certaines approches d'analyse plus poussée, semblent moins intégrées que les composantes plus anciennes et plus stabilisées. La cohérence du design ne garantit donc pas

automatiquement une appropriation homogène de toutes les approches à travers les partenaires et les structures locales. Sur ce point, la cohérence stratégique du programme reste forte, mais sa cohérence opérationnelle apparaît plus variable selon les composantes et les contextes de mise en œuvre.

3.6.3 Cohérence externe avec les cadres publics et institutionnels

Sur le plan externe, le programme apparaît globalement cohérent avec les priorités nationales relatives à la jeunesse, à l'employabilité et à la participation. La revue documentaire rappelle que la Politique nationale de la Jeunesse de 2009 constitue un cadre de référence important, même si sa mise en œuvre reste incomplète. Elle souligne également l'importance du Conseil National des Jeunes (CNJ), renforcé récemment par l'arrêté ministériel du 31 mars 2025, comme structure fédératrice et interlocutrice publique en matière d'organisation et de représentation de la jeunesse. Dans ce cadre, les objectifs du programme KIYO dont l'autonomisation, la participation, et la création d'environnements d'apprentissage de qualité, apparaissent cohérents avec les orientations publiques existantes, même si celles-ci restent imparfaitement opérationnelles.

Cette cohérence externe est particulièrement visible dans le domaine de la citoyenneté active. Le programme ne traite pas cette dernière comme une notion abstraite, mais comme une capacité concrète des jeunes à comprendre leurs droits, à s'exprimer, à participer et à influencer leur environnement. Cette approche rejoint la compréhension plus large de la citoyenneté active et de l'engagement politique mise en évidence dans la revue documentaire, qui insiste sur la nécessité d'aller au-delà du seul cadre scolaire et de proposer des formes plus holistiques de socialisation civique. De ce point de vue, les clubs de jeunes, les espaces d'expression, les radios dirigées par les jeunes et le *Conseil Consultatif National de la Jeunesse* (National Youth Advisory Board – NYAB) apparaissent cohérents avec les besoins de la jeunesse congolaise.

Le programme présente également une certaine cohérence externe au regard d'une approche fondée sur les droits humains. La revue documentaire rappelle que l'autonomisation des jeunes peut être comprise comme un processus lié à la réalisation effective de droits socio-économiques et civico-politiques, et propose même une lecture des critères CAD sous cet angle. Dans cette perspective, le programme KIYO est cohérent avec les fondements normatifs de l'autonomisation, en ce qu'il agit à la fois sur l'accès à des compétences, sur la capacité d'agir, sur la participation et sur des environnements plus protecteurs. Cela renforce la cohérence de fond du programme au-delà de sa seule logique institutionnelle.

3.6.4 Complémentarité avec d'autres interventions et limites de cohérence externe

La cohérence externe du programme est néanmoins plus limitée lorsqu'elle est analysée sous l'angle de la complémentarité avec d'autres interventions. À l'échelle locale, le programme a généralement évité de créer des dispositifs parallèles en s'appuyant sur des structures existantes et sur des partenaires déjà ancrés dans les territoires. Ce choix a limité les risques de duplication directe et a renforcé l'inscription locale des actions. En ce sens, le programme est resté cohérent avec l'écosystème communautaire des zones ciblées.

En revanche, l'évaluation dispose de moins d'éléments montrant une articulation structurée avec d'autres programmes ou acteurs sectoriels opérant sur les mêmes thématiques. Les synergies locales semblent réelles mais souvent informelles, tandis que les liens avec des cadres plus larges de coordination, de capitalisation ou de plaidoyer apparaissent plus limités. La revue documentaire suggère d'ailleurs que des initiatives comme le NYAB gagneraient à être pensées plus explicitement dans une logique de renforcement ou d'articulation avec les structures publiques existantes, notamment le CNJ et ses démembrements. Cette piste n'apparaît que partiellement développée dans la mise en œuvre observée.

C'est ici que se situe sans doute la principale limite de cohérence du programme : non pas dans son design interne, qui est globalement solide, mais dans le degré encore limité d'institutionnalisation et d'arrimage à des cadres publics ou inter-acteurs plus larges. Cette limite n'invalide pas la cohérence du programme, mais elle réduit son potentiel de mise à l'échelle, de capitalisation et de pérennisation au-delà de ses partenaires immédiats.

3.6.5 Valeur ajoutée spécifique de KIYO dans la cohérence du dispositif

L'un des apports spécifiques de KIYO réside dans sa capacité à avoir structuré une intervention qui ne traite pas séparément les dimensions économique et citoyenne de l'autonomisation. La revue documentaire que nous avons conduite insiste sur l'interdépendance entre ces deux dimensions et met particulièrement en avant le fait que, dans

le contexte congolais, l'autonomisation économique constitue souvent une condition préalable à l'engagement civique durable. Cette lecture est cohérente avec les constats issus de l'évaluation, notamment le besoin exprimé par plusieurs jeunes de disposer d'activités économiques pour maintenir leur implication dans les clubs et dynamiques citoyennes. De ce point de vue, la valeur ajoutée de KIYO ne réside pas seulement dans les activités mises en œuvre, mais dans l'architecture même du programme, qui articule de manière cohérente les leviers économiques, sociaux, éducatifs et citoyens de l'autonomisation.

Le recours au cadre CPPC, le choix de partenaires locaux complémentaires et l'investissement dans des structures communautaires diversifiées confèrent au programme une cohérence particulière que l'on retrouve moins souvent dans des interventions plus sectorielles. Là où d'autres programmes se concentrent sur l'emploi ou sur la participation comme champs séparés, KIYO a cherché à les relier dans une même logique d'autonomisation. C'est cette articulation qui constitue sans doute sa principale valeur ajoutée au regard du critère de cohérence.

3.6.6 Analyse, validation et conclusion sur la cohérence

Les scores de performance attribués par KIYO (A → A → A → A) indiquent un niveau élevé et constant de cohérence du programme tout au long de sa mise en œuvre. Les rapports annuels mettent en avant la structuration progressive du dispositif ainsi que la cohérence entre ses différentes composantes, notamment l'articulation entre employabilité et citoyenneté active.

Les résultats de l'évaluation confirment cette appréciation, en particulier sur le plan de la cohérence interne. L'analyse montre que les objectifs du programme, ses approches méthodologiques (notamment le cadre CPPC), le rôle des partenaires et les activités mises en œuvre s'inscrivent dans une logique d'intervention cohérente et intégrée. Les observations de terrain corroborent également la complémentarité entre les volets économiques, sociaux et citoyens, ainsi que le rôle structurant des acteurs communautaires.

Sur le plan externe, l'évaluation confirme l'alignement du programme avec les besoins de la jeunesse congolaise et avec les cadres nationaux de référence, ainsi qu'avec une approche fondée sur les droits. Toutefois, elle met en évidence des limites dans le degré de formalisation des liens avec les structures publiques et dans l'articulation avec d'autres interventions.

Dans l'ensemble, le programme présente un niveau élevé de cohérence, caractérisé par une cohérence interne forte et une cohérence externe globalement satisfaisante mais encore partiellement développée, notamment en matière de complémentarité institutionnelle.

IV. Leçons apprises et bonnes pratiques

L'analyse des résultats du programme KIYO permet de dégager plusieurs enseignements importants ainsi que des pratiques prometteuses susceptibles d'informer la conception et la mise en œuvre de futures interventions en faveur de l'autonomisation des jeunes. Ces leçons et bonnes pratiques sont issues de l'analyse des données qualitatives et quantitatives collectées au cours de l'évaluation ainsi que des témoignages des participants, des partenaires locaux et des acteurs communautaires.

4.1 Leçons apprises

L'analyse du programme met en évidence les enseignements suivants :

1. L'approche intégrée est pertinente mais doit être équilibrée
<ul style="list-style-type: none"> • La combinaison autonomisation économique + citoyenneté active renforce les résultats • Les effets sont plus forts lorsque les deux dimensions sont effectivement articulées • Des déséquilibres entre composantes réduisent la portée des résultats
2. L'accompagnement de proximité est déterminant
<ul style="list-style-type: none"> • Les meilleurs résultats sont observés avec un suivi régulier et structuré • L'encadrement pratique favorise l'appropriation des compétences • Un accompagnement limité conduit à des résultats plus fragiles
3. La durabilité dépend surtout du modèle des activités
<ul style="list-style-type: none"> • Les activités avec mécanismes internes (ex. AVEC, commerce) sont plus durables • Les activités dépendantes de ressources externes sont plus vulnérables • Les compétences seules ne garantissent pas la pérennité
4. Les dynamiques collectives sont utiles mais fragiles
<ul style="list-style-type: none"> • Elles renforcent apprentissage, engagement et participation • Mais restent sensibles aux conflits internes et coûts fixes • Plusieurs initiatives collectives se sont arrêtées après l'appui
5. Le contexte influence fortement les résultats
<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité, déplacements et contraintes économiques ont un impact direct • Certaines limites s'expliquent par ces facteurs externes • Les interventions doivent intégrer ces risques dès la conception
6. Le renforcement des acteurs locaux est nécessaire mais insuffisant
<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités organisationnelles ont été renforcées • Mais l'autonomie reste limitée (financement, reconnaissance) • L'ancrage institutionnel est un facteur clé de durabilité
7. L'efficacité s'améliore avec la montée en charge

- Le coût par participant diminue avec l'augmentation du nombre de bénéficiaires
- Le programme gagne en efficacité dans sa phase de consolidation
- Les indicateurs doivent distinguer expansion vs consolidation

4.2 Bonnes pratiques identifiées

Les pratiques suivantes se distinguent par leur contribution aux résultats du programme et leur potentiel de répliquabilité :

1. Les clubs de jeunes comme espaces d'apprentissage et d'engagement
<ul style="list-style-type: none"> • Favorisent le développement de leadership, confiance et capacités d'expression • Servent de plateformes pour organisation d'initiatives locales et sensibilisation • Plus durables lorsqu'ils reposent sur une forte appropriation par les jeunes • Leur maintien dépend de l'existence d'opportunités concrètes d'engagement
2. L'utilisation des médias communautaires (radio)
<ul style="list-style-type: none"> • Renforce les compétences en communication et prise de parole • Donne une visibilité aux préoccupations et initiatives des jeunes • Favorise le dialogue intergénérationnel et communautaire • Plus efficace lorsque les jeunes sont directement impliqués dans la production
3. L'apprentissage par la pratique dans les formations
<ul style="list-style-type: none"> • Permet une application immédiate des compétences acquises • Facilite l'insertion professionnelle et le développement d'AGR • Renforce l'autonomie et la confiance des jeunes • Son efficacité dépend de l'accès à ressources (équipements, capital, marchés)
4. L'intégration des jeunes déplacés dans les activités
<ul style="list-style-type: none"> • Favorise la cohésion sociale entre communautés d'accueil et déplacés • Permet un accès équitable aux opportunités du programme • Renforce l'inclusion et la participation • Nécessite un accompagnement adapté aux vulnérabilités spécifiques
5. Les approches basées sur des mécanismes endogènes (ex. AVEC)
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcent l'autonomie grâce à des systèmes internes d'épargne et de crédit • Peu dépendantes de financements externes • Favorisent la continuité des activités après le programme • Leur potentiel reste limité par le niveau de capital mobilisable

4.3 Développement d'une bonne pratique : les clubs de jeunes comme espaces d'apprentissage et d'engagement

Parmi les pratiques identifiées, les clubs de jeunes se distinguent comme un dispositif particulièrement structurant pour l'autonomisation des jeunes, en combinant apprentissage, socialisation et engagement communautaire.

4.3.1 Description de la pratique

Les clubs de jeunes sont des espaces organisés au niveau communautaire où les jeunes se réunissent régulièrement pour développer des compétences (citoyenneté, leadership, compétences de vie), échanger entre pairs et mettre en œuvre des actions concrètes au sein de leur communauté.

Encadrés par des animateurs formés, ils reposent sur des approches participatives favorisant l'expression, l'initiative et la responsabilisation des jeunes.

4.3.2 Modalités de mise en œuvre

Le programme a appuyé cette approche à travers :

- la formation des animateurs aux approches participatives (CPPC)
- l'organisation de sessions régulières (citoyenneté, développement personnel)
- l'accompagnement des jeunes dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives locales (travaux communautaires, sensibilisation, émissions radio)

Dans certains cas, comme à Ndosho, ces clubs sont devenus des acteurs reconnus localement, sollicités par les autorités pour contribuer aux dynamiques communautaires.

4.3.3 Résultats observés

Les observations de terrain montrent que les clubs ont contribué à :

- renforcer la confiance en soi et les capacités d'expression des jeunes
- développer des compétences de leadership et d'organisation
- favoriser l'engagement concret dans des actions communautaires
- améliorer la reconnaissance sociale des jeunes au niveau local

Ces résultats s'inscrivent dans la logique du programme, en créant des environnements d'apprentissage favorables à l'autonomisation.

4.3.4 Facteurs de réussite

L'efficacité des clubs repose sur plusieurs mécanismes clés :

- un ancrage local fort, favorisant l'appropriation
- des espaces sécurisés, facilitant l'expression et la confiance
- une approche participative, plaçant les jeunes au centre
- une articulation entre apprentissage et action, permettant une mise en pratique immédiate

Ces éléments traduisent une mise en œuvre concrète du cadre CPPC, mobilisé de manière intégrée.

4.3.5 Limites et risques

Malgré ses résultats, cette approche présente certaines limites :

- dépendance à la motivation et à la disponibilité des animateurs
- fonctionnement parfois informel, limitant la structuration
- influence souvent limitée à l'échelle locale
- sensibilité aux contraintes sécuritaires

4.3.6 Conditions de répliation

Pour assurer la reproductibilité de cette pratique, plusieurs conditions apparaissent essentielles :

- former des animateurs compétents en facilitation participative
- garantir un minimum de structuration (règles, régularité, rôles)
- maintenir un environnement sécurisé et inclusif
- favoriser les liens avec les autorités locales
- prévoir un accompagnement initial avec un transfert progressif d'autonomie

4.3.7 Conclusion sur la bonne pratique

Les clubs de jeunes apparaissent comme un levier central de durabilité, en permettant de maintenir des dynamiques d'apprentissage et d'engagement au-delà du programme, à condition d'être suffisamment structurés et ancrés dans leur environnement local.

V. Conclusions et Recommandations

5.1. Conclusions

5.1.1 Appréciation globale du programme

L'évaluation finale du programme KIYO met en évidence une intervention globalement pertinente, efficace et cohérente, ayant permis de produire des résultats significatifs en matière de renforcement des capacités des jeunes et des acteurs communautaires dans un contexte particulièrement contraint.

Le programme se distingue par une approche intégrée combinant employabilité, citoyenneté active et renforcement des environnements d'apprentissage, qui apparaît adaptée aux réalités des jeunes dans les zones d'intervention. Cette architecture constitue l'un des principaux facteurs explicatifs des résultats observés.

Dans un contexte marqué par l'insécurité, les déplacements de populations et les contraintes économiques, le programme a su maintenir sa pertinence et adapter ses modalités de mise en œuvre, ce qui a permis de préserver son utilité sociale pour les bénéficiaires.

5.1.2 Synthèse par critère CAD

Pertinence

Le programme présente un niveau élevé et constant de pertinence. Il répond de manière directe aux besoins des jeunes en matière d'accès aux opportunités économiques, de développement de compétences et de participation citoyenne. Les ajustements opérés en cours de mise en œuvre confirment sa capacité d'adaptation à un contexte évolutif.

Efficacité

L'efficacité du programme est globalement élevée, avec des résultats particulièrement solides en matière de renforcement des capacités et de création d'environnements d'apprentissage. Toutefois, les résultats sont plus variables en ce qui concerne l'autonomisation économique effective des jeunes, qui reste influencée par des contraintes contextuelles et structurelles.

Efficiences

L'analyse met en évidence une amélioration progressive de l'efficacité, caractérisée par une réduction des coûts unitaires et une augmentation du nombre de bénéficiaires atteints. Cette évolution reflète une meilleure organisation de la mise en œuvre, malgré des variations entre partenaires et certaines limites dans la planification opérationnelle.

Durabilité

Le programme a permis de poser des bases réelles de durabilité, notamment sur les dimensions sociale et technique, à travers l'ancrage communautaire et le renforcement des capacités. Toutefois, la durabilité économique des activités reste plus limitée et dépendante du contexte, en particulier pour les initiatives nécessitant des ressources externes.

Cohérence

Le programme présente un niveau élevé de cohérence interne, fondé sur une articulation claire entre employabilité, citoyenneté active et renforcement des acteurs. La cohérence externe est globalement satisfaisante, bien que les liens avec les dispositifs publics et les autres interventions restent encore peu formalisés.

5.1.3 Principaux enseignements

Plusieurs enseignements clés se dégagent de l'évaluation :

Premièrement, l'approche intégrée du programme constitue un levier central de son efficacité. La combinaison des dimensions économique, sociale et citoyenne permet de répondre de manière plus complète aux besoins des jeunes.

Deuxièmement, l'ancrage communautaire apparaît comme un facteur déterminant de durabilité, en particulier lorsque les structures reposent sur des mécanismes autonomes.

Troisièmement, les résultats montrent que le renforcement des capacités constitue une condition nécessaire mais non suffisante à l'autonomisation économique, qui reste fortement dépendante du contexte et des opportunités disponibles.

Enfin, les effets du programme dépassent dans certains cas les bénéficiaires directs, à travers des dynamiques de diffusion informelle des compétences et des pratiques au sein des communautés.

5.1.4 Appréciation finale

Dans l'ensemble, le programme KIYO a atteint ses objectifs dans un environnement de mise en œuvre particulièrement contraint. Il a permis de renforcer les capacités des jeunes et des acteurs locaux, de créer des environnements d'apprentissage fonctionnels et de maintenir une pertinence élevée tout au long de sa mise en œuvre.

L'évaluation met toutefois en évidence que la consolidation des acquis, en particulier sur le plan économique, demeure partielle et dépendante de facteurs externes.

Le programme se distingue ainsi par la solidité de son architecture et de ses approches, tout en faisant face à des limites liées à son environnement d'intervention. Cette combinaison traduit une intervention globalement réussie, dont les effets pourraient être renforcés par une attention accrue à la consolidation des résultats dans la durée et à leur inscription dans des dynamiques plus larges.

5.2. Recommandations

Au regard des résultats de l'évaluation, les recommandations suivantes sont proposées afin de consolider les acquis et d'orienter de futures interventions :

#	Recommandation	Justification	Action	Cible
Pertinence				
1	Consolider l'intégration des approches introduites tardivement	Approches (talents, analyse de problèmes) encore partiellement maîtrisées et inégalement appliquées	Renforcer la formation des facilitateurs et systématiser l'intégration de ces approches dans les activités	KIYO, ASCEN, ADED
Efficacité				
2	Structurer davantage l'accompagnement post-formation des jeunes	Résultats plus limités en matière d'autonomisation économique (O.3) malgré de bons acquis en compétences	Formaliser des dispositifs d'accompagnement post-formation (mentorat, coaching, suivi individualisé)	Partenaires (ASCEN, ADED)
3	Adapter les parcours d'accompagnement selon les profils des jeunes	Résultats différenciés selon les profils et les capacités d'insertion	Développer des parcours différenciés (niveau de vulnérabilité, type d'activité, maturité du projet)	KIYO, partenaires
Efficience				
4	Améliorer la planification opérationnelle à partir du suivi existant	Retards en début de cycle et accélérations en fin de période	Mieux exploiter les données de suivi pour ajuster la planification et l'exécution en cours d'année	KIYO
5	Cibler l'appui en gestion sur les partenaires présentant les plus fortes contraintes	Variations importantes de performance entre partenaires (ADED vs ASCEN)	Adapter l'accompagnement en gestion financière et organisationnelle selon les besoins spécifiques	KIYO
Impact				
6	Mieux exploiter et valoriser les données existantes sur les effets multiplicateurs	Des effets de diffusion sont observés et partiellement capturés (ex. pairs formés), mais restent peu analysés et utilisés dans le pilotage	Analyser et valoriser régulièrement les données existantes sur la diffusion des acquis (pairs formés, pratiques reprises) pour éclairer les décisions programmatiques	KIYO, partenaires
Durabilité				
7	Orienter les appuis vers des activités économiquement viables et adaptées au contexte	Faible pérennité de certaines AGR collectives et activités à coûts fixes élevés	Prioriser les activités à faible coût fixe et à rotation rapide du capital dans les choix d'appui	Partenaires
8	Réduire la dépendance aux coûts fixes dans les modèles économiques appuyés	Dépendance aux loyers, équipements et financements externes limitant la pérennité	Promouvoir des modèles autonomes (AVEC, activités individuelles, adaptation progressive des investissements)	KIYO, partenaires
9	Renforcer l'ancrage institutionnel et les synergies avec les acteurs publics et programmes existants	Liens avec les structures publiques et les mécanismes de coordination encore peu formalisés	Formaliser des partenariats avec les structures publiques (CNJ, autorités locales) et participer aux cadres de coordination sectoriels	KIYO

Annexes

Annexe A. Marge d'erreur

Groupes démographiques		Taille de l'échantillon	Marge d'erreur
Territoire	Bukavu	27	5.0%
	Goma	60	6.7%
	Nyiragongo	100	7.1%
Groupe d'âges	15–17	9	3.1%
	18–24	122	6.8%
	25–30	52	6.4%
	30+	4	2.1%
Genre	Féminin	120	6.9%
	Masculin	67	6.9%
Statut de résidence	CoLo	68	6.9%
	PA	111	7.0%
	PDI	8	2.9%
Partenaire	ASCEN	87	5.9%
	ADED	100	7.1%

$Marge\ d'erreur = 1.96 \sqrt{(pq/n)}$ (pq/n)

$Comparaison\ entre\ deux\ régions = \sqrt{(marge\ d'erreur)^2 + (marge\ d'erreur)^2}$

« p » représente une proportion donnée de répondants répondant à une question d'une manière particulière, et « q » = (1-p). « n » fait référence à la taille de l'échantillon. La marge d'erreur est simplement l'erreur-type multipliée par 1,96, ce qui donne un intervalle de confiance de 95 %. « p » et « q » sont supposés être égaux à 0,5. Cela se produirait si 50 % des répondants étaient d'accord avec une affirmation et 50 % étaient en désaccord. Il s'agit d'une estimation prudente, car une variation égale moindre entraînerait des erreurs-types plus faibles.

Annexe B. Termes de Référence (TOR)



Annexe_KIYO
DRC_ToR_Final evalua1

Annexe C. Données brutes



KIYO Endline - Survey
Dataset Clean.xlsx



Qualitative Raw
Datasets.zip

Annexe D : Images supplémentaires de la visite du site

Description de l'activité/du processus observé

Séance der focus Group, à Goma, avec la structure ASCEN PFE



Une Madame formée par ASCEN dans les métiers

Prise de contact officielle entre les équipes de Xantonn Group et de KIYO à Goma



Séance dans le territoire de Nyiragongo avec l'Equipe ADED



Entretien avec l'Equipe ADED



Remise des certificats et outillages a l'équipe formée par KIYO



Annexe E : Signataire WEP

XANTONN GROUP s'engage à promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail et à partir de 2023, nous sommes signataires des Principes d'autonomisation des femmes (WEP), une initiative créée par le Pacte mondial des Nations Unies et ONU Femmes.

Notre profil peut être consulté ici : [XANTONN GROUP | WEPs](#)

In support of

WOMEN'S EMPOWERMENT PRINCIPLES

Established by UN Women and the
UN Global Compact Office